

MÉDIACRITIQUE(S)

Le magazine trimestriel de l'association Acrimed

SEXISME

MÉDIATIQUE

Scènes du machisme médiatique ordinaire,
femmes dans les médias, presse féminine...
Et un entretien avec Christine Delphy

Et aussi: Les pires « unes » du trimestre - Pierre Bourdieu, 10 ans après - Jean-Michel Apathie est partout, même dans *Médiacritique(s)*- Les nouveaux chiens de garde sur grand écran...

Numéro 2 - Janvier 2012 - 4 euros

À LA « UNE »... ET SANS COMMENTAIRES



Le Point, 10 novembre 2011



La Nouvelle République, 12 novembre 2011



France Soir, 5 novembre 2011



Challenges, 3 novembre 2011



Management, décembre 2011



France Soir, 1er décembre 2011



Libération, 26 octobre 2011



L'Expansion, décembre 2011



Le Parisien, 14 novembre 2011



Le Figaro Magazine, 26 novembre 2011



La Croix, 28 septembre 2011



Le Point, 20 octobre 2011



Valeurs actuelles, 10 novembre 2011

SOMMAIRE

P. 4 ILS OSENT TOUT

LES ÉDITOCRATES SONNENT
LE CLAIRON DE LA RIGUEUR P. 5P. 8 ÉLECTIONS DE 2012:
LE PIRE EST À VENIR

PIERRE BOURDIEU P. 9

P. 10 LU, VU, ENTENDU (1)

DOSSIER:
MÉDIAS SEXISTES P. 11

P. 24 EN FINIR AVEC LE CSA

LU, VU, ENTENDU (2) P. 26

P. 27 JEAN-MICHEL APHATIE,
MEILLEUR CUISINIER DE FRANCE

DES LECTURES P. 30

P. 31 LES NOUVEAUX CHIENS DE GARDE
SUR GRAND ÉCRAN

La presse souffre. Ce ne sont pas les salariés de *La Tribune* qui nous démentiront, eux dont le journal est en attente d'un repreneur, et dont la présidente déclare que l'avenir est assuré « jusqu'à fin janvier », mais que « l'incertitude pèse sur les activités papier ». Mi-novembre, Edf avait menacé de cesser ses publications publicitaires dans le quotidien économique, pour cause de papier non-conforme sur l'E.P.R...

Quant aux salariés de *France Soir*, des dangers les guettent, plus immédiats que ceux de « l'islamisme » qu'ils s'obstinent pourtant à afficher régulièrement en « Une », puisque que leur Prince-Président s'est déclaré prêt à vendre le titre pour un euro (et à voter Le Pen). Après avoir imposé, contre l'avis des salariés, la fin de l'activité papier du quotidien auto-proclamé « populaire ».

Dans le domaine des médias, la presse n'est pas la seule à faire les frais des politiques de rentabilité maximum, au détriment de la qualité de l'information et des conditions de travail des salariés. À Radio France Internationale (RFI), le mouvement de contestation de la fusion avec France 24 ne faiblit pas. Une fusion qui ressemble fort, en effet, pour la 3^e radio mondiale, à

une dissolution, agrémentée d'un déménagement et d'un (second) « plan de départs volontaires »... dont les salariés ne veulent pas.

Alors... défendre ces médias? S'il s'agit de défendre les salariés, leur droit à l'existence et le droit à la pluralité des titres, certes. Mais sans renoncer à critiquer leurs pratiques journalistiques, leurs travers éditoriaux, ni à contester leur modèle économique.

Le pluralisme de la presse, c'est d'abord un droit des minorités. Des minorités qui, comme nous, ne comptent ni sur la publicité, ni sur les bonnes intentions d'un oligarque fortuné, mais sur les lecteurs et les sympathisants. En nous lançant dans l'aventure *Médiacritique(s)* et en prenant la décision de publier un magazine papier assumant et revendiquant son indépendance, nous savions que nous prenions un risque.

Nous n'avons pas encore atteint les milliers d'abonnés qui nous permettraient de vivre longtemps, très longtemps, et de nous doter des moyens d'améliorer peu à peu ce magazine. Alors, n'hésitez pas à (vous) offrir, pour cette nouvelle année, un cadeau utile et agréable : un abonnement d'un an à *Médiacritique(s)*!

Médiacritique(s)

Le magazine trimestriel
de l'association Acrimed

Directeur de la publication
Henri Maler

Ont contribué à ce numéro
Sam Florent, Sabine Lambert,
Henri Maler, Ugo Palheta, Olivier Poche,
Mathias Reymond, Julien Salingue

Illustrations
Colloghan et Bench

Maquette
Julien Salingue

Imprimé par
Espace Imprim
15 rue de Paradis - 75010 Paris

Commission paritaire : 1213 G 91177
ISSN : 2256-8271

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engageant collectivement l'association Acrimed : c'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

*TRÈS BIEN TON PAPIER SUR LE
FINANCEMENT OCCULTE DES PARTIS
POLITIQUES... HUM... MAIS...
J'ATTENDAIS PLUTÔT UN SUJET
QUI INTÉRESSE NOTRE LECTORAT
POPULAIRE,...*



LES NOBLIAUX DE LA PQR

Ils osent tout... c'est même à cela qu'on les reconnaît. Du moins quand on les connaît. Ce n'est pas souvent le cas des nobliaux de la Presse Quotidienne Régionale. Et pourtant leur prose se diffuse. Sont-ils lus? Rien n'est moins sûr. Mais ces maîtres à penser valent le détour. Échantillon.



NOTRE DESSINATEUR N'A (PRESQUE) RIEN INVENTÉ: LA PREUVE PAR CES « PENSÉES » DE 2006 (MOUVEMENT CONTRE LE CONTRAT PREMIER EMPLOI).

« La question d'une France arc-boutée sur ses principes et rétive aux évolutions imposées par la mondialisation revient comme un refrain d'immobilisme. »

Hervé Chabaud, *L'Union*, 23 mars 2006

« Tout le monde délire aujourd'hui dans ce pays sans pères ni repères. Les étudiants qui ne veulent plus (dans leur grande majorité) étudier, la gauche qui ne cesse de culpabiliser tout le monde pour asseoir son pouvoir sur le « politiquement correct », la droite pétrolière et incapable de s'unir [...], les syndicats figés dans des attitudes archaïques. »

Hubert Coudurier, *Le Télégramme*, 31 mars 2006

« Il y avait quelque inconséquence à pousser les jeunes sur le pavé en en faisant les supplétifs des bataillons syndicaux essouffés. »

Jacques Camus, *La République du Centre*, 17 mars 2006

« On ne peut pas attendre un drame pour mettre un terme à cette chienlit version 2006. »

Hervé Chabaud, *L'Union*, 8 avril 2006

ILS ONT PERSÉVÉRÉ DEPUIS. LA PREUVE PAR CES « PENSÉES » DE 2010 (MOUVEMENT CONTRE LA « RÉFORME » DES RETRAITES)

« Encore une fois, notre bon vieux pays joue avec le feu: l'affrontement en guise de dialogue social. Sacrée habitude qui s'installe à chaque soubresaut. »

François Martin, *Le Midi Libre*, 9 septembre 2010

« Un sujet explosif dans un pays – exception européenne – allergique au consensus. Même lorsque se règle la survie de notre régime par répartition. »

Rémi Godeau, *L'Est Républicain*, 8 septembre 2010

« Une dramaturgie très française. Régulièrement ce pays, où les slogans fermentent aussi facilement que les fromages, se convoque lui-même en une sombre liesse protestataire. »

Patrice Guillier, *Le Courrier de l'Ouest*, 8 septembre 2010

« En fixant la barre à un niveau irréaliste, ils [Les syndicats] prennent le risque de transformer leur succès dans la rue en défaite finale. [...] Chacun réclame un dialogue social de qualité, mais tous les prétextes sont bons pour le saboter. [...] En France, on préfère rester dans le conflit. C'est beaucoup plus cher, mais tellement plus romantique. »

Patrick Fluckiger, *L'Alsace*, 9 septembre 2010



Collegian

Vous trouvez à tous ces commentaires un petit air de ressemblance? C'est que vous n'avez rien compris aux finesses du pluralisme éditorial en pays civilisé. Civilisé? En effet, la condamnation de Florence Cassez à soixante ans de prison au Mexique pour enlèvement, séquestration, délinquance organisée et possession d'armes à feu et de munitions nous a valu ce commentaire venu du temps des colonies: « Cette affaire montre une nouvelle fois que la diplomatie reste un art difficile face à des pays sauvages qui, contrairement à nous, ne s'embarrassent pas de bons sentiments. »

Hubert Coudurier, *Le Télégramme*, 16 février 2011

LES ÉDITOCRATES SONNENT LE CLAIRON DE LA RIGUEUR

L'actuelle crise de la dette est, pour les journalistes vedettes et les éditorialistes multiscartes, une aubaine pour reprendre de concert le morceau qu'ils jouent depuis de longues années: écoutons-les et plongeons avec eux.

De nombreuses causes peuvent être invoquées pour expliquer ce que la majorité des commentateurs appelle la « crise de la dette »: notre propos n'est pas ici de les discuter. Mais il suffit de mentionner les arguments qui sont généralement absents du débat public pour comprendre comment il est orienté: à sens unique (voir encadré). Plutôt que de retenir que l'État ne s'enrichit pas, on dira qu'il dépense trop. Plutôt que de s'interroger sur l'Union monétaire et sur l'Europe des marchés, on se bornera à revendiquer « plus d'Europe »... Revue de détails.

VIVE LA RIGUEUR! [1]

Que l'on soit de gauche ou de droite, pour la plupart des médias la rigueur est toujours salutaire...

Ainsi, dès le 30 juillet 2011, *Marianne* fait état d'une « note qui plaide pour la rigueur » au sein du Parti socialiste (PS). Produit par le *think tank* proche du PS Terra Nova, ce rapport est très critique à l'égard de la politique conduite par Nicolas Sarkozy, mais ne s'en distingue guère par ses conclusions... que l'hebdomadaire reprend à son compte: « il faudra donc affecter toutes les recettes nouvelles à la réduction des déficits et accepter le calendrier européen, quitte à financer les priorités de la gauche par des économies dans d'autres secteurs. » Un mois plus tard, dans *Challenges* (1^{er} septembre 2011), c'est Jacques Attali qui explique sur quatre pages tout le bien qu'il pense de la rigueur: « Il ne faut donc pas se battre sur les mots: une politique de rigueur (je préfère nommer de désendettement) est nécessaire. » On avait compris...

Pour Serge July, dans *Les Inrockuptibles* (16 novembre 2011), cela ne fait pas de doute: il faut une rigueur « de gauche ». Il développe: « La rigueur de gauche sera-t-elle plus rigoureuse et plus européenne

que la rigueur de droite? Dans le contexte exceptionnel de cette campagne, c'est à la fois un risque et une chance. » Même son de cloche dans *Libération*, 6 décembre 2011: « A l'heure où la récession se profile, il ne suffit pas de rassurer les marchés, il faut aussi rassurer les peuples, explique Vincent Giret. Ce pourrait être à la gauche d'inventer les conditions d'une relance crédible, tournée vers l'avenir. Une relance indispensable qui ne se ferait pas contre la rigueur mais avec elle. » Une rigueur de gauche, en somme...

Dans *Le Figaro* (16 août 2011), c'est cette fois Yves de Kerdrel – étalon de mesure de la droite dure – qui encourage le gouvernement à aller plus loin dans ses coupes budgétaires drastiques: « Mais rien ne pourra se faire de crédible sans une

coupe dans les dépenses publiques. D'abord parce que la France dépense trop et mal. Ensuite parce que c'est là où se situent les marges de manœuvre, dans un pays où la pression fiscale décourage déjà le travail et la création de richesses. » Le chroniqueur sait aussi être une force de proposition: « Il reste que certaines mesures engagées par Nicolas Sarkozy commencent à montrer leur efficacité. Comme le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Cela permet d'ores et déjà de dégager un milliard d'euros par an. Si cette disposition était aussi appliquée aux fonctionnaires territoriaux et au sein de la Sécurité sociale, un milliard supplémentaire pourrait être économisé. » Hourra!

Christophe Barbier, dans *L'Express* (4 novembre 2011), fait lui aussi des

D'autres arguments ?

Parmi les causes de la crise de la dette qui peuvent être invoquées, certaines sont très inégalement présentes dans le débat public :

- la disparition, dans les années 70, confirmée par le traité de Maastricht (1992), de la politique monétaire expansionniste (de type keynésien) qui consistait pour l'État à emprunter auprès de sa banque centrale pour financer le déficit, et à s'autoriser une relative inflation, afin « d'exproprier les rentiers », comme disait John Maynard Keynes. Aujourd'hui l'emprunt se fait auprès des marchés financiers, et l'inflation tourne autour de 2 %;
- l'appauvrissement de l'État (pas assez de recettes fiscales pour financer les dépenses) aggravé par les cadeaux fiscaux de Nicolas Sarkozy aux catégories les plus aisées;
- le taux de croissance faible: pas assez de production, donc pas assez de salaires, donc pas assez de consommation, et donc... pas assez de recettes pour l'État.

Si le dernier point fait l'unanimité un peu partout dans les médias et le monde politique dominants, les deux premiers ont été très longtemps évincés des débats.

propositions. L'omniprésent directeur de *L'Express* en est persuadé : « *le bon président est celui qui osera annoncer des mesures précises, douloureuses et efficaces.* » Et il décline alors un programme qui ferait pâlir de jalousie les libéraux les plus droitiers du monde. Ainsi, il soutient « *qu'il faut travailler plus* » et, pour ce faire, « *supprim[er] la cinquième semaine de congés payés.* » Ensuite, il explique que « *si licencier ne devient pas plus facile, embaucher finira par être impossible.* » Il invite le gouvernement à « *retrouver les vertus de la solidarité familiale, et ne plus attendre de "l'État mamma" les soins et les consolations que nous devons prodiguer à nos proches.* » Enfin il veut briser « *le rêve mortifère du "tous fonctionnaires".* [...] *Dans les ministères comme dans les départements, explique-t-il, attendons cinq départs en retraite pour engager un seul fonctionnaire, sous deux conditions : qu'il soit jeune et qualifié.* »

« Si licencier ne devient pas plus facile, embaucher finira par être impossible. »

(Christophe Barbier)

Dans *Le Point* (17 novembre 2011), Claude Imbert va plus loin. Il trouve le gouvernement trop mou et sa politique d'austérité pas assez... austère : « *Pourquoi avoir conservé les funestes 35 heures enrobées d'heures supplémentaires défiscalisées? Et conservé l'impôt sur la fortune, impôt imbécile, unique au monde, et qu'on enveloppa de la carapace du bouclier fiscal? Pourquoi minauder sur le mot rigueur? Cette peur du peuple altère encore le plan d'austérité qu'on lui soumet ces jours-ci. Il va dans la bonne direction, mais en boitant.* »

Nicolas Baverez, quant à lui, s'énerve contre la Grèce, « *qui ne peut rembourser ses dettes et continue à tergiverser en matière de fiscalité et de privatisations.* » Et il accuse les États européens « *qui ont différé les indispensables plans d'austérité jusqu'à les rendre incompatibles avec la croissance* » (*Le Point*, 15 septembre 2011). Conclusion de Nicolas Beytout, sur RTL (8 novembre 2011) : « *Il reste un gros travail à faire sur la baisse de la dépense publique.* » Ouf !

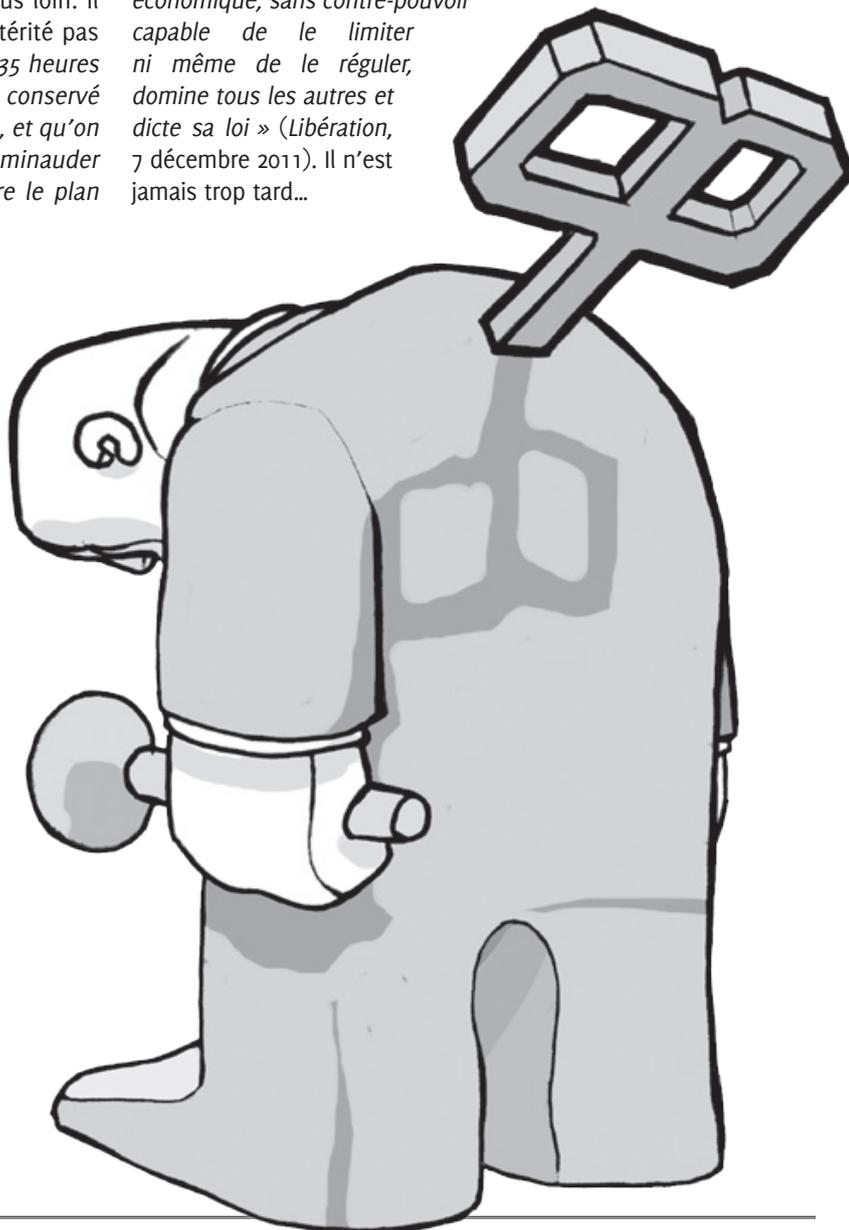
VIVE LES MARCHÉS !

Les marchés sont des êtres étranges et invisibles qui ont besoin d'être rassurés[2]. Ils sont d'un naturel anxieux, parfois nerveux, et l'État doit tout mettre en œuvre pour leur redonner confiance. Alain Minc, sur RTL, le 16 août 2011, explique comment faire : « *Je crois qu'on est désormais dans un nouveau paradigme qui est le suivant : la vertu budgétaire crée la confiance, la confiance crée la consommation et l'investissement. La consommation et l'investissement créent la croissance. Aujourd'hui, le paradigme c'est : "Vertu budgétaire, confiance, croissance". Et donc, de ce point de vue, les gestes faits pour établir la confiance vis-à-vis des marchés sont le meilleur encouragement à la croissance, bien plus que ne l'étaient autrefois quelques milliards dépensés.* »

Dans le même esprit, Franz-Olivier Giesbert, dans *Le Point* (23 novembre 2011), défend les angéliques agences de notation et se lance dans un cours d'économie qui ferait pouffer de rire le plus ignare des étudiants de première année de sciences économiques : « *Il y a quelque chose de pathétique, pour ne pas dire plus, à entendre nos politiciens dénoncer les agences de notation, comme si c'étaient elles, et non leur propre incurie et leur propre laxisme, qui nous avaient conduits dans le mur, après trente ans de bêtises, de folies et d'imprévoyance, où l'on a vécu au-dessus de nos moyens, au nom d'un keynésianisme pour cours élémentaire.* »

À la lecture du *Figaro* (23 août 2011), on n'est pas étonné d'apprendre que le gouvernement a raison de vouloir rassurer « les marchés » : « *Quel que soit le chiffre retenu par le gouvernement – qui devrait vraisemblablement davantage s'approcher des 2 % –, celui-ci veut en tout cas que les marchés soient convaincus de la vertu budgétaire qu'il compte instaurer. Une étape nécessaire vers le retour à la confiance.* »

Et Nicolas Demorand découvre en 2011 ce que les économistes hétérodoxes – qu'il n'a jamais invités sur France Inter – ont toujours dit : « *Au schéma fondateur de la démocratie succède désormais une nouvelle organisation des forces, brutale : un nouveau pouvoir, économique, sans contre-pouvoir capable de le limiter ni même de le réguler, domine tous les autres et dicte sa loi* » (*Libération*, 7 décembre 2011). Il n'est jamais trop tard...



ES LEBE EUROPA !

Si les plans de rigueur et l'appel aux marchés ne font pas toujours l'unanimité dans les médias, il est un sujet qui ne fait guère débat: l'Europe. Et qui plus est: l'Europe version germanique. Dans les grandes lignes, et en substance, voici ce que préconisent la plupart des commentateurs: l'Europe est presque parfaite, il convient toutefois de corriger ses rares faiblesses en augmentant son poids dans le contrôle des États membres, et – pourquoi pas? – de calquer son modèle sur celui de l'Allemagne.

D'ailleurs, pour Nicolas Demorand, la crise des dettes publiques a du bon: « *La bonne nouvelle, c'est que, pour une fois, l'Europe sera au cœur de la campagne présidentielle. Non pas, comme d'habitude, pour y faire souffler le vent vif de la démagogie anti-bruxelloise qui a toujours caractérisé la vie politique française, avec un plus ou moins grand raffinement selon les partis* » (*Libération*, 30 novembre 2011). C'est vrai qu'une critique de la construction européenne telle qu'elle se fait est forcément et assurément « de la démagogie anti-bruxelloise ». N'est-ce pas un peu démagogue que de le penser?

Puis le directeur de *Libération* ajoute que « *sont dérisoires, à ce stade, les querelles théologiques qui secouent le couple franco-allemand sur le rôle dévolu à la BCE [Banque centrale européenne] et aux formes de vertu à développer, à l'avenir, pour éviter que de nouvelles crises se déploient alors que personne n'a la moindre idée pour arrêter celle qui dévaste maintenant l'économie.* » Ces querelles sont-elles si dérisoires, puisque ce sont bien les règles du jeu économique qui sont au cœur de l'amplification de la crise? Et si Nicolas Demorand n'a pas « *la moindre idée* » pour stopper cette crise, c'est peut-être parce qu'il a trop lu les livres de Daniel Cohen (conseiller de la Banque Lazard et invité permanent des matinales de France Inter lorsque Demorand en était l'animateur)... ou qu'il se contente des « analyses » de Jean Quatremer, correspondant de *Libération* à Bruxelles, un « briseur de tabous » autoproclamé[3] dont les analyses économiques sont

aussi subversives qu'un éditorial de *Challenges*.

Pour Nicolas Baverez, c'est inéluctable, « *la France doit accompagner le revirement de l'Allemagne, en cessant de plaider absurdement contre la recapitalisation des banques et en assumant une politique de rigueur qui est seule conforme à l'intérêt national comme à celui de l'Europe* » (13 octobre 2011). Dans *Libération* (6 décembre 2011) d'ailleurs, on s'enthousiasme devant le compromis trouvé entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel: « *l'accord arraché hier soir entre Paris et Berlin contient quelques bonnes nouvelles.* » Parmi lesquelles on trouve le

Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, puis de la Banque centrale européenne, avait raison sur toute la ligne quand il dénonçait la mauvaise pente qui nous a menés là où nous en sommes aujourd'hui, plombés par la dette et les déficits » (*Le Point*, 23 novembre 2011). Giesbert n'est pas précis: Trichet avait raison sur quel point? Celui de maintenir l'euro fort (avec pour conséquences une croissance en berne, une fuite des capitaux et une hausse du taux de chômage[4])? Celui de soutenir que la BCE ne devait pas prêter aux États (avec pour conséquence l'accroissement de la dette des pays obligés de faire appel aux marchés financiers)? Ou celui de maintenir son modeste salaire de 30.000 euros par mois alors qu'il affirmait qu'augmenter les salaires en Europe « *serait la dernière bêtise à faire* » (*Europe 1*, 20 février 2011)?

« *La vérité fut longtemps, chez nous, la grande absente du débat public. Le peuple [...] sanctionne dans les urnes les téméraires, les Mendès, les Barre. Il vote avec ses pieds, dans la grève ou la rue, contre des évidences partout ailleurs reconnues.* » Ces quelques mots de Claude Imbert (*Le Point*, 17 novembre 2011) résument avec justesse ce que pensent du peuple la plupart des commentateurs et éditorialistes qui pérorent partout dans les médias depuis plusieurs décennies: le peuple est con. Et il est con, parce qu'il est le peuple. Ces omniprésents journalistes que nous citons dans cet article ne représentent pas tous les journalistes mais ils occupent le devant de la scène, et la crise de la dette exacerbe leurs positions et fige leurs opinions. C'est un parfait révélateur de l'état des médias...



fait que « *la France a accepté davantage d'intégration budgétaire* », ou encore que la France a « *fait entendre à l'Allemagne que l'usage mécanique de la sanction ne pouvait tenir lieu de politique.* » À n'en pas douter, l'Europe est sur la bonne voie. Ce point de vue est partagé par *Le Monde* (10 décembre 2011): « *le sommet de Bruxelles a tracé les grandes lignes d'une meilleure gouvernance budgétaire de la zone euro. C'est bien. Ce n'est pas suffisant.* »

De son côté, Franz-Olivier Giesbert déclare sa flamme à l'un des artisans de cette Europe: « *S'ils étaient honnêtes, ses contempteurs de droite ou de gauche reconnaîtraient maintenant que Jean-*

[1] Certains passages de cette section sont puisés dans la rubrique « *Lu, Vu, Entendu* » de notre site internet.

[2] Voir à ce propos notre article « *Fétichisme médiatique: les marchés pensent pour vous* », *Médiacritique(s)* n° 1 (octobre 2011).

[3] Voir à ce sujet notre article « *Le journalisme subversif selon Jean Quatremer* », sur notre site internet.

[4] A ce sujet, lire « *Cet euro qui protège nos déficits!* » de Stéphane Madaule (*Le Monde*, 10 mai 2010).

ÉLECTIONS DE 2012: LE PIRE EST À VENIR?

LE « GRAND JOURNAL DE CANAL PLUS » INVENTE LE SONDAGE SUR UN ÉCHANTILLON REPRÉSENTATIF... D'UNE PERSONNE

1

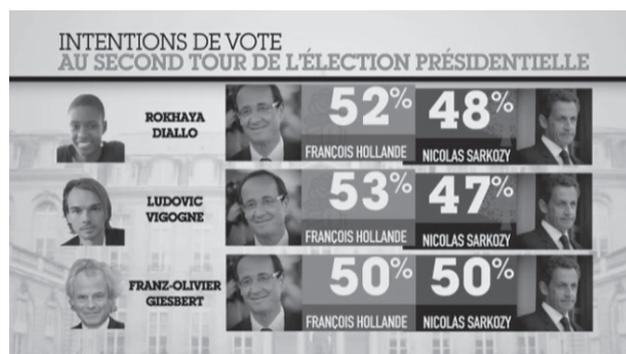


Chaque vendredi, le « Grand journal », présenté par Michel Denisot, fait appel à des éditorialistes pour qu'ils livrent leurs passionnants commentaires sur l'actualité de la semaine écoulée. Récemment, ce rendez-vous hebdomadaire a vu naître une nouvelle rubrique : c'est le « sondage des éditorialistes ». Chaque invité livre ses pronostics pour les élections présidentielles de 2012. Et, il faut le reconnaître, on en apprend beaucoup. Le 18 novembre, on a ainsi appris qu'Hervé Gattegno, rédacteur en chef au *Point* et chroniqueur sur RMC, pronostiquait un premier tour serré :

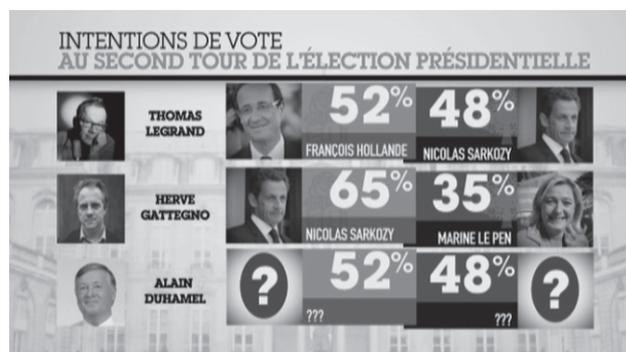


Une telle prétention à la précision, 5 mois avant le premier tour, a de quoi laisser rêveur. Nathalie Schuck, du *Parisien*, manie elle aussi les virgules en prévoyant, le 2 décembre 2011, que Nicolas Sarkozy l'emportera le 6 mai 2012 avec... 50,7% des voix. « Environ ». D'autres sont un peu moins précis. C'est notamment le cas de Franz-Olivier Giesbert, du *Point*, qui, alors que les deux autres invités de l'émission du 25 novembre

pronostiquent une victoire de François Hollande au second tour, parie de son côté sur... un match nul.



Mais c'est Alain Duhamel, chroniqueur un peu partout, qui remporte pour l'instant la palme avec cette docte prédiction :



C'était le 18 novembre 2011. On attend la suite avec impatience...



2

UN ASTRO-SONDAGE, RÉALISÉ PAR HARRIS INTERACTIVE, POUR M6, RTL ET MSN ACTUALITÉS

On connaissait les sondages de comportement, les sondages d'opinion, les sondages dits d'intention de vote... Il va désormais falloir se familiariser avec l'astro-sondage ! On a ainsi appris le 17 octobre dernier que « Pour 60 % des Français, Hollande l'emporterait en 2012 » (titre d'une dépêche publiée sur le site de RTL). La question posée par l'institut Harris interactive était la suivante : « Pensez-vous que François Hollande va remporter l'élection présidentielle de 2012 en cas de second tour face à Nicolas Sarkozy ? » Le site internet d'Europe 1, reprenant une dépêche AFP concernant le même sondage, titre pour sa part « Sondage : Hollande battra Sarkozy ». Une formule, chacun l'avouera, pas très explicite

quant à la véritable nature du sondage commandé par M6, RTL et MSN actualités. Mais la suite de la dépêche publiée par Europe 1 se passe, elle, de tout commentaire :

À la question « Pensez-vous que François Hollande va remporter l'élection présidentielle de 2012 en cas de second tour face à Nicolas Sarkozy », 60 % répondent positivement (14 % « oui, certainement » et 46 % « oui, probablement »). 39 % sont d'un avis contraire (8 % « non, certainement pas », 31 % « non, probablement pas »), tandis que 1 % ne se prononce pas.

Les sondologues, eux aussi, osent tout...

IL Y A DIX ANS, PIERRE BOURDIEU...

Pierre Bourdieu est décédé le 23 janvier 2002.

Quelques jours plus tard, Acrimed publiait le communiqué suivant.

PIERRE BOURDIEU ET NOUS

Pierre Bourdieu avait soutenu, dès 1996, la constitution de notre association et approuvait, sans y participer, son activité. De son côté, Acrimed a trouvé dans l'œuvre de Pierre Bourdieu une de ses sources d'inspiration.

Une référence qui, sans être exclusive, était et reste décisive pour comprendre le milieu du journalisme et des médias, dès lors que l'on considère l'ensemble du travail théorique de Pierre Bourdieu et pas seulement ses rares interventions directes sur le sujet (comme le pensent les journalistes pressés d'en découdre sans comprendre). L'œuvre de Pierre Bourdieu mérite un débat à sa mesure: un débat sans déférence, ainsi qu'il le souhaitait lui-même. Sans déférence, mais non sans admiration pour l'ampleur de son œuvre.

Pourtant c'est encore trop demander à quelques éditorialistes qui occupent des positions dominantes dans les médias et qui, depuis quelques années, ont fabriqué de toutes pièces un personnage médiatique sans grand rapport avec l'homme et le penseur. Et c'est parce qu'ils ont construit un Bourdieu à leur mesure, c'est-à-dire à leur image, qu'ils peuvent croire en triompher par des critiques superficielles, quand elles ne sont pas venimeuses. Cela leur suffit pour se donner l'illusion de « se payer Bourdieu ».

Il faut dire que, parmi les motifs de cet acharnement médiatique, figure en bonne place le crime le plus grave que puissent concevoir les puissances éditoriales, à savoir le crime de lèse-journalisme.

Pierre Bourdieu avait préféré s'abstenir de répondre à la véritable campagne médiatique dont il avait été l'objet et qui avait culminé en 1998. Comment ne pas l'approuver? Toute réponse n'aurait fait que relancer la machine à débats médiatiquement orchestrés dans lesquels quelques éditorialistes jugent, arbitrent, tranchent par un abus de pouvoir dont ils n'ont même pas toujours conscience. N'a-t-on pas vu se répandre dans nombre d'émissions de radio et de télévision tel philosophe médiatique qui dénonçait la médiatisation, jugée par lui excessive, du sociologue, confondant « intellectuel médiatique » et penseur esquiné par les médias.

Si Pierre Bourdieu intervenait peu dans les médias, ses rares apparitions donnaient lieu à des polémiques violentes et à sens unique sans doute parce qu'il était, en ce domaine comme en d'autres, sans concession dans sa dénonciation de la nomenclatura médiatique et de ceux qu'il appelait joliment les *fast thinkers*. Dans l'univers des médias, le film de Pierre Carles – *La sociologie est un sport de combat* – fait exception et constitue une approche indirecte mais appropriée de l'œuvre parce que, modestement et sans commentaires superflus, il se borne à laisser la parole au sociologue afin que chacun puisse juger sur pièces.

Comme ce fut le cas avec Sartre, Foucault et quelques autres, la mort de Pierre Bourdieu est l'objet d'un traitement médiatique qui est parfaitement révélateur des rapports entre les médias et les œuvres de la culture. Plus exactement: entre les médias et les auteurs



Pierre Bourdieu face à Daniel Schneidermann et Guillaume Durand

des œuvres de culture.

Conformément aux objectifs de notre association, nous nous interrogerons sur ce que les « réactions » – comme on dit – à la mort de Pierre Bourdieu révèlent du fonctionnement des médias: une façon modeste de lui rendre hommage^[1].

[1] Ce qui fut fait. À lire sur le site d'Acrimed, notre dossier: « Les médias et la mort de Pierre Bourdieu ».

... Et dans quelques semaines, les élections

Pierre Bourdieu écrivait... en 1988 :

Nous vivons immergés dans la politique. Nous baignons dans le flot immuable et changeant du bavardage quotidien sur les chances et les mérites comparés de candidats interchangeables.

Nous n'avons pas besoin de lire les éditorialistes de quotidien ou d'hebdomadaire ou leurs ouvrages d'analyse qui fleurissent à la saison électorale et qui iront rejoindre les assortiments jaunies des bouquinistes, pâture des historiens des idées, après un bref passage dans la liste des best-sellers: leurs auteurs nous offrent sur toutes les radios et sur toutes les télévisions des « idées » qui ne sont si faciles à recevoir que parce qu'il s'agit d'« idées reçues ».

Tout peut se dire et se redire indéfiniment, puisqu'en fait il ne se dit jamais rien. Et nos débatteurs appointés qui se rencontrent à heure fixe pour discuter de la stratégie de tel homme politique, de l'image ou des silences de tel autre, disent la vérité de tout le jeu lorsqu'ils expriment l'espoir que leur interlocuteur ne sera pas d'accord « pour qu'il puisse y avoir un débat ».

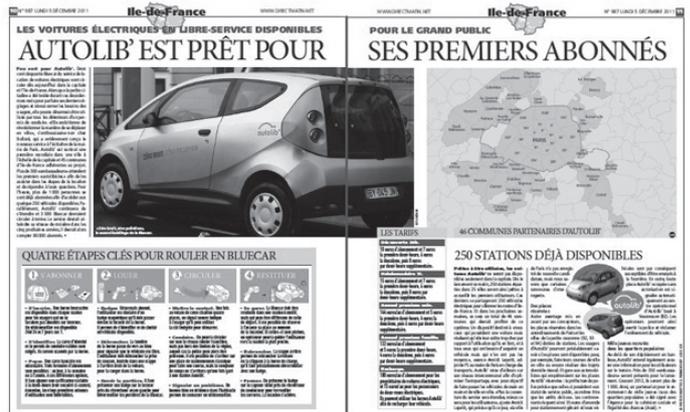
Les propos sur la politique, comme les paroles en l'air sur la pluie et le beau temps, sont d'essence volatile, et l'oubli continué, qui évite d'en découvrir l'extraordinaire monotonie, est ce qui permet au jeu de continuer.

Pierre Bourdieu, « *Penser la politique* », *Actes de la recherche en sciences sociales*, mars 1988, n° 71/42, p. 2-3.

QUAND *DIRECT MATIN*, PROPRIÉTÉ DU GROUPE BOLLORÉ, SE TRANSFORME EN AGENCE DE PUB POUR... BOLLORÉ

Le lundi 5 décembre était mise en service la nouvelle initiative Autolib', service géré par le groupe Bolloré, dans Paris et plusieurs villes alentours.

Le lundi 5 décembre, *Direct Matin*, appartenant au même groupe, publie un dossier de 3 pages sur un sujet d'actualité. Chose rare en général et encore plus dans un gratuit. Mais quel était ce thème? La situation en Syrie? Le chômage? Non, bien plus important: le lancement de cette initiative révolutionnaire que représente... Autolib'. Toute ironie mise à part il n'est pas du rôle d'Acrimed de juger de la qualité ou de la viabilité de ce service. Mais l'on peut émettre des réserves sur le fait qu'une publication consacre trois pages élogieuses à ce service en ne donnant la parole qu'aux partenaires du projet – surtout quand cette même publication est détenue par l'un des partenaires.



On aurait pu croire l'affaire finie, jugeant que 3 pages de promotion sans réserve étaient déjà assez douteuses... Mais non. En effet, dès le lendemain, *Direct Matin* remet ça, avec un nouvel article signalant notamment que Bertrand Delanoë tenait à « féliciter le groupe Bolloré », et rappelant au passage les formules d'abonnement et les tarifs qui avaient été signalés la veille sur plusieurs pages. Soyons sûrs, donc, qu'à la prochaine initiative du groupe Bolloré nous saurons dans quel grand quotidien d'information l'apprendre.

17 OCTOBRE 1961 : CINQUANTE ANS ET 20 MINUTES PLUS TARD

Le 17 octobre 2011, *20 minutes* accorde une place significative à la commémoration du massacre perpétré cinquante ans plus tôt par la police française contre les Algériens protestant à Paris contre le couvre-feu: l'événement est évoqué dans une brève de cinquante mots, consacrés pour l'essentiel aux déclarations de Claude Guéant, ministre de l'Intérieur. Cinquante mots et un chiffre: ce massacre a fait « deux morts ». Cinquante ans plus tard, *20 minutes* en est donc resté à l'information fournie par ce qu'un « gratuit » dans son genre, s'il avait alors existé, se serait sans doute contenté de délivrer au public le lendemain du massacre: le communiqué de presse du préfet Maurice Papon du 18 octobre 1961.

FRANCE 5

20 SECONDES

17 OCTOBRE 1961
L'Etat ne s'excusera pas
 Le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a réaffirmé hier que l'Etat ne « devait pas » présenter d'excuses à l'Algérie pour la répression sanglante (deux morts) de la manifestation des 30 000 partisans du FLN, le 17 octobre 1961.

INTERNATIONAL&EUROPE

7

Palestine

Salah Hamouri libéré le 18 décembre



JÉRUSALEM. Le franco-Palestinien Salah Hamouri (photo) sera libéré dimanche par Israël dans le cadre d'un échange de prisonniers palestiniens. Selon la deuxième chaîne de télévision israélienne, Salah Hamouri, 26 ans, apparaît sous le numéro 524 sur la liste de 550 personnes libérables dans le cadre d'un accord d'échange qui a permis la libération, le 18 octobre, du soldat israélien Gilad Shalit, également titulaire de la nationalité

française. Le rabbin Ovadia Yossef, dirigeant spirituel du parti ultraorthodoxe israélien Shass, visé, selon la justice militaire israélienne, par un projet d'assassinat pour lequel Salah Hamouri a été condamné à sept ans de prison, s'était dit favorable à sa libération le 11 décembre. Arrêté en 2005 et condamné en 2008, le jeune homme a toujours nié ces accusations. – (AFP) ■ PHOTO: DR

LIBÉRATION DE SALAH HAMOURI: AU MONDE, Y'A PAS PHOTO

Le dimanche 18 décembre, 550 détenus palestiniens étaient libérés des prisons israéliennes, dans le cadre de l'accord Israël-Hamas pour la libération de Gilad Shalit. Parmi les prisonniers libérés figurait le jeune franco-palestinien Salah Hamouri (qui n'est pas un « soldat », contrairement à ce qu'a affirmé David Pujadas lors du 20h du 19 décembre), incarcéré en Israël depuis mars 2005. Dans son édition datée du 16 décembre, *Le Monde* a consacré un encart à cette libération annoncée. Mais de toute évidence, le « grand quotidien du soir » ne maîtrise qu'approximativement son sujet. La photo qui illustre l'article est celle de... Christophe Bigot, ambassadeur de France en Israël. Ces dernières années, le comité de soutien à Salah Hamouri s'était de nombreuses reprises élevé contre le silence et les approximations des médias français concernant la situation de ce détenu franco-palestinien. De toute évidence, ces protestations n'étaient pas injustifiées...

DOSSIER SEXISME MÉDIATIQUE

france 2 Observateur
Le Monde Libération
L'Express L'Économiste
Le Figaro L'Intelligence

Le 7 décembre dernier, la Commission de réflexion sur l'image des femmes dans les médias publiait un long rapport[1] traitant de la place des « expertes » dans le paysage médiatique français. Le verdict de l'étude est implacable : on apprend ainsi que dans la presse hebdomadaire généraliste, les femmes ne représentent que 14,6 % des « experts » convoqués (universitaires, analystes, journalistes spécialisés...) ; dans les principaux journaux télévisés, les experts sont à 84 % masculins. Autre exemple, dans l'émission « C dans l'air », diffusée sur France 5 et présentée par Yves Calvi, ce sont sept femmes qui ont été invitées entre le 22 août et le 23 septembre (soit 25 émissions) contre... 93 hommes. Conclusion du rapport : dans les médias, « la légitimité du savoir est masculine ».

ENTRE LE 22 AOÛT ET LE 23 SEPTEMBRE 2011, SEPT FEMMES ONT ÉTÉ INVITÉES SUR LE PLATEAU DE « C DANS L'AIR ». CONTRE 93 HOMMES...

Le 25 septembre 2008, la même commission remettait un autre rapport[2], proposant une analyse plus globale de la place des femmes dans les divers médias (presse écrite, télévision, radio et internet). Un rapport aux conclusions déjà sans appel : en effet, malgré quelques timides « avancées », le document relevait, nombreux exemples et chiffres à l'appui, « une pléthore d'archaïsmes et d'atteintes à la valeur des femmes ». Plus précisément, « une infériorité numérique tous médias confondus », « un statut secondaire et une invisibilité des thèmes de la modernité des femmes », « une normalité du corps et du sexe qui joue comme normativité » et « un conformisme général qui perpétue les stéréotypes de genre ».

L'invisibilisation médiatique des femmes, relevée par le récent rapport sur les « expertes », est donc en réalité la partie émergée de l'iceberg, un phénomène qui s'inscrit dans une logique sexiste aux multiples facettes. Ces derniers mois, « l'affaire DSK » a joué à cet égard un rôle de puissant révélateur :

L'INVISIBILISATION MÉDIATIQUE DES FEMMES EST LA PARTIE ÉMERGÉE DE L'ICEBERG

des « plaisanteries » sexistes les plus ignobles à la remise en question permanente de la parole des femmes dans les affaires de violences, en passant par les analyses d'une grande finesse sur les « pulsions masculines » et sur les places respectives (et immuables) des hommes et des femmes dans la société, rien ne nous aura été épargné[3].

Nous nous proposons, dans ce dossier, d'offrir à nos lecteurs et lectrices un panorama (non-exhaustif) de cet insupportable sexisme médiatique : retours sur de récents « dérapages » qui n'en sont pas, analyses de quelques-uns des stéréotypes sexistes véhiculés dans les médias, études de certains titres de la presse dite « féminine »... Et, pour commencer, un entretien avec Christine Delphy, sociologue et militante féministe.

[1] « Les expertes : bilan d'une année d'autorégulation », 7 décembre 2011 (rapporteuse : Brigitte Grésy). Disponible sur internet.

[2] « Rapport sur l'image des femmes dans les médias », 25 septembre 2008 (rapporteuse : Brigitte Grésy). Disponible sur internet.

[3] Voir à ce sujet sur notre site internet la rubrique « Sur l'affaire DSK », ainsi que le numéro 1 de *Médiacritique(s)*.

SEXISME ET MÉDIAS: ENTRETIEN AVEC CHRISTINE DELPHY

Libres propos sur le traitement médiatique des violences faites aux femmes, la presse féminine, la notion de « vie privée »...

Une enquête récente de l'INSEE met en évidence que les inégalités de genre dans le partage du travail domestique ont très peu baissé depuis 1999 et que cette baisse est liée à une légère diminution du temps que les femmes consacrent à ce travail et non à une augmentation du temps que lui consacrent les hommes. Or ces enquêtes passent largement inaperçues dans les grands médias, et la presse féminine aborde généralement cette question sous l'angle de la conciliation entre la vie privée et la vie professionnelle. Pourquoi est-il si difficile, selon vous, d'aborder cette question dans l'espace médiatique?

Il n'y a pas vraiment d'explications : de raisons qui seraient données et qu'on pourrait discuter. On ne peut que constater que ça n'intéresse pas. Pourquoi ça n'intéresse pas? Mais pourquoi ça intéresserait? Il n'y a aucun risque à ne pas traiter cette question, cette inégalité, cette injustice, cette (osons le mot) exploitation. Les femmes sont-elles dans la rue? Font-elles le siège de l'Assemblée nationale? Font-elles des réunions pour décider des mesures législatives qui feraient que leurs compagnons fassent la moitié du travail ménager? Non. Elles considèrent que c'est une question privée. Eux aussi considèrent que c'est une question privée. À régler entre quatre yeux. Tout le monde est d'accord, c'est une question privée: ni l'État, ni la Justice, ni les syndicats, n'ont à intervenir. À partir de là, elles sont seules, face à leurs compagnons; qu'ont-elles à mettre dans la balance, pour obtenir gain de cause? Rien.

Et tout le monde le sait. La presse pense la même chose: que ça n'a pas changé en quarante ans, et que les mêmes causes produisant les mêmes effets, ça ne risque pas de changer demain. La presse sait que les gens qui demandent quelque chose n'obtiennent pas grand-chose, alors celles qui ne demandent rien, sauf un « changement des mentalités »... La presse sait, elle, contrairement aux principales intéressées, que tant que les femmes ne brûleront pas les voitures en exigeant de récupérer toutes les heures, tous les postes, tout l'argent que leur cohabitation avec un homme leur a coûté, ces chiffres resteront une statistique sans intérêt pour les médias.

Pourtant ces mêmes médias, notamment la presse féminine, s'intéressent à leur façon à la vie privée... Est-ce qu'il n'est pas symptomatique selon vous que l'on accorde tant d'importance aux prescriptions relatives à l'entretien du corps des femmes ainsi qu'aux questions de « sexualité »? Qu'est-ce que cela révèle?

La question de la « vie privée » est une grande question. Qu'est-ce que cette notion recouvre? Il faudrait discuter de ses différentes acceptions, ainsi que des débats de société dans lesquels elle est un enjeu – violences exercées dans la famille, par exemple. Mais que signifie « dans » la famille? Dans le foyer exclusivement (entre quatre murs) ou entre des membres de la même famille y compris dans les prés? Violences sexuelles, mais que signifie « sexuelles »?

Est-ce qu'il y a un trait commun entre ce qui est familial et ce qui est sexuel, et quoi?

Et pourquoi les questions de sexualité prennent-elles maintenant une telle place dans les journaux féminins, et dans les « problèmes de couple »? Il est clair que dans l'humeur contemporaine, c'est aux femmes d'entretenir une « relation sexuelle active » avec leur homme. Cela signifie-t-il que c'est un de leurs devoirs conjugaux? Ou que c'est dans leur intérêt, que c'est à elles que ça profite? Et de quelle sexualité s'agit-il? Une publicité à la télévision dit que quand

Sous un titre emprunté à des propos tenus par Jean-François Kahn, *Un trousseage de domestique* réunit plus d'une vingtaine de textes écrits par des féministes dès les premières semaines qui ont suivi l'éclatement de ce qu'on a rapidement nommé l'« affaire DSK ».

Un trousseage de domestique

Coordinatrice de ce livre, Christine Delphy précise dès l'introduction qu'il « ne s'agit pas de mieux révéler l'affaire, mais d'envisager l'affaire comme un révélateur »: un révélateur de « la permanence du sexisme en France ». Se trouve notamment analysé le traitement médiatique de « l'affaire » et l'on voit ainsi se déployer, en creux ou explicitement, une critique féministe des médias

Quatre contributions portent d'ailleurs plus particulièrement sur le traitement médiatique de « l'affaire »: celles de Sylvie Tissot, Sophie Courval, Mona Chollet et Marie Papin. Cette critique met en évidence une incrudulité a priori, produit d'un véritable ethnocentrisme de genre et de classe, le renversement spontané de la présomption au bénéfice de l'accusé, l'apitoiement à sens unique sur le prisonnier, la découverte intéressée de la violence de la justice américaine, etc. À quoi l'on peut ajouter la mise en discussion purement spéculative de l'hypothèse d'un « complot », les ratiocinations sur la protection de la vie privée, la mise en débat

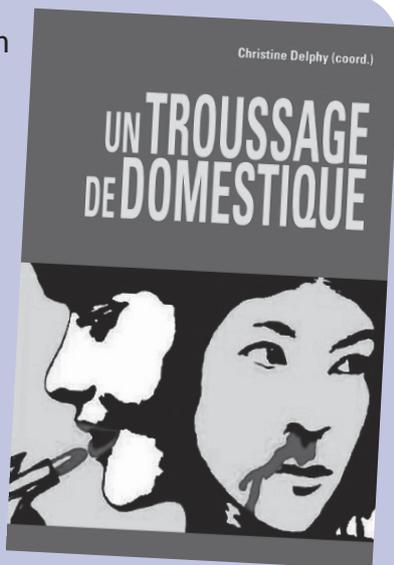
un homme a des problèmes d'érection, son couple est en danger. Sur l'image, on voit sa femme au lit qui se détourne de lui. Parce qu'il ne bande plus. L'affection est bien fragile. Tout ça interroge. Quant à la définition de la vie privée, le 20 novembre, sur LCP, des journalistes auxquels le présentateur demandait si la presse n'envahissait pas la « vie privée » du couple DSK-Sinclair répondaient: « alors, quand ils se montrent dans leur appartement de New York en train de faire un barbecue, ce n'est pas de la vie privée? Quand ils s'exhibent place des Vosges, ce n'est pas de la vie privée? Mais quand le journal X répète ce que le journal Y a déjà publié sur les rumeurs de divorce, là ça devient de la vie privée? »

En réalité, personne ne sait vraiment ce qu'est la vie privée, ni où est la frontière entre « vie privée » et vie... quoi? publique? On le voit: la notion de « vie privée » est utilisée à tort et à travers, et en général pour de mauvaises raisons, des raisons de classe et de caste: pour protéger les « secrets » des riches, quand on n'a pas le moindre respect pour l'intimité des pauvres, ou pour faire pièce à la loi de 1905, qui protège l'exercice, tant public que privé, des opinions et croyances, « même religieuses » (comme disait le législateur révolutionnaire); pour prétendre, contre les faits historiques et les

d'une prétendue opposition entre la « séduction à la française » et le « puritanisme anglo-saxon »: tous « arguments » qui (à décharge avant jugement pour Dominique Strauss-Kahn) contribuent à relativiser l'emprise persistante du sexisme en France.

Que quelques journalistes n'aient pas emprunté ces voies ne doit pas dédouaner les grands médias de leur responsabilité dans le traitement nauséabond de « l'affaire DSK » et, plus largement, dans la légitimation de la domination patriarcale. Car cette « affaire » n'est pas seule en jeu dans ce livre: manifeste en faveur d'un féminisme intransigeant, *Un troussage de domestique* constitue une invitation à l'analyse et au combat contre les violences masculines faites aux femmes et souligne à quel point la critique de la banalisation médiatique du sexisme est partie prenante du combat pour l'émancipation des femmes.

Christine Delphy (coord.), *Un troussage de domestique*, Paris, Syllepse, août 2011, 182 pages, 7 euros. Pour en savoir plus sur ce livre (avant de le lire...) voir son compte-rendu sur notre site.



textes, que cette loi cantonne les religions à un « espace privé » qui n'est jamais défini; quand il s'agit en fait de refuser toute visibilité à une seule religion, l'islam.

La presse féminine (notamment ces magazines généralistes que sont Elle et Marie-Claire) prétend œuvrer à l'émancipation des femmes. Est-elle pour autant devenue féministe?

Est-ce que la presse féminine prétend œuvrer à l'émancipation des femmes? Il me semblait qu'elle se contentait de les aider à « être heureuses ». Vaste programme! Dommage qu'il n'existe pas le même pour les hommes! Mais c'est que, on va le voir, c'est plus simple pour les femmes. Ce qui compte pour elles, selon cette presse, c'est, principalement ou avant tout, de « réussir leur couple ». Ceci comporte deux étapes: 1. conquérir un homme (pas la même chose que conquérir une femme), 2. le garder, ce qui exige une technique affûtée. Aujourd'hui, une femme « légitime » doit non seulement bien présenter, bien s'occuper des enfants, bien faire la cuisine, bien décorer la maison, bien la tenir propre, donc limiter son investissement professionnel; elle doit aussi entretenir la flamme érotique entre son homme et elle. Ceci exige des soins constants du corps, et l'achat de sous-vêtements sexy qui, il y a vingt ans, ne se trouvaient que dans les lingerie pour prostituées de Pigalle, alors qu'aujourd'hui ils sont vendus par « Les 3 Suisses »; de plus, cela implique des comportements sexuels de service, semblables aux comportements des mêmes prostituées qui ne se préoccupent que du produit qu'elles vendent: le plaisir de l'homme acheteur (le client a toujours raison).

Ce moment vient après, mais chevauche, une période où, dans certains milieux, il était devenu admis que dans la sexualité on devait rechercher autant le plaisir de la femme que celui de l'homme. Nous assistons donc aujourd'hui au choc de deux conceptions différentes des rapports sexuels entre hommes et femmes, mais où la plus traditionnelle a été revivifiée par la pornographie et se trouve en position gagnante.

Plus généralement, on observe souvent dans les grands médias une hostilité, plus ou moins explicite, aux mouvements féministes (quand ces derniers ne sont pas rendus totalement invisibles). C'est notamment très flagrant du côté des éditocrates. Quels sont d'après vous les nouveaux habits de l'hostilité au féminisme dans les grands médias?

D'une part, la libération qui était le but, et le nom du mouvement féministe des années 70, a laissé la place à l'égalité, ce qui n'est pas exactement la même chose. D'autre part, l'égalité n'est recherchée que dans ce qui est mesurable et quantifiable; et dans ce qui a été ou peut être transformé en lois. On ne retient du mouvement féministe que les lois auxquelles il aurait donné lieu, comme si c'était la seule chose importante. Il y en a peu, de ces lois. Et la quantification est très trompeuse: on le voit dans des manuels d'études de genre qui se basent sur les comparaisons statistiques entre femmes et hommes; déjà il faut que ces statistiques existent; ensuite, ce qu'on obtient c'est un différentiel et pas une opposition nette. Ceci donne lieu à une vision où les femmes sont « en retard », mais « rattrapent » ce retard.

L'idée du retard est absurde. On dirait que les femmes ont débarqué hier sur la planète terre. Et l'idée qu'elles vont rattraper ce retard – comme si elles étaient une population récemment arrivée – par

le seul effet du temps qui passe est non seulement absurde, mais pernicieuse. Le terme « retard » est utilisé quand on veut nier l'existence du système patriarcal. Les femmes ne vont pas « rattraper leur retard », car ce n'est pas un retard, mais une inégalité structurelle. Les chiffres sur le « partage » du travail ménager, et surtout les discours sur la conciliation le montrent clairement. La conciliation, c'est un mot féminin, un mot créé pour les femmes, et qui leur est réservé: seules les femmes ont à jongler entre travail salarié et travail ménager. On ne peut pas se fixer comme but à la fois le partage et la conciliation; car c'est le non-partage qui rend la conciliation nécessaire; donc vouloir la conciliation suppose qu'on a renoncé au partage. Il est clair que le partage n'est pas à l'ordre du jour, et pourquoi le serait-il? Depuis quand une population – ici les hommes – va-t-elle accepter volontairement, sans y être contrainte, un accroissement de sa charge de travail?

En France, on ne comprend pas que des hommes blancs, riches, célèbres et puissants, soient inquiétés pour des viols.

Par ailleurs, l'hostilité des médias n'est finalement pas plus grande envers le féminisme qu'envers les mouvements des « minorités visibles » – ou plutôt rendus visibles par le racisme, ou envers les pauvres

parmi les pauvres. Les médias n'en parlent pas; est-ce de l'hostilité? Ou le reflet de la situation réelle: ce sont des populations qui ne comptent pas, qui n'ont pas de poids politique; pourquoi les médias devraient-ils les calculer?

La question des violences faites aux femmes est apparue ces dernières années sur le devant de la scène médiatique mais sous deux formes bien différentes; les viols collectifs qui seraient le propre de jeunes hommes d'origine immigrée vivant dans les quartiers populaires, et les affaires Polanski/DSK, qui concernent des hommes blancs issus des classes dominantes. Comment analysez-vous ce double traitement médiatique?

Les affaires Polanski et DSK ne sont pas françaises. Elles se sont passées aux États-Unis. En France, on ne comprend pas que des hommes blancs, riches, célèbres et puissants, soient inquiétés pour des viols. On l'a bien vu: leurs amis, qui sont de la même classe qu'eux et détiennent aussi le pouvoir des médias, les déclarent innocents avant toute enquête.

Par contre, ils ne nient pas que les viols existent: ailleurs. Dans son article pour le livre *Un troussage de domestique*, Najate Zougari l'a très bien exprimé: le même acte est appelé un viol dans les banlieues, et de la séduction dans les beaux

quartiers. Il y a dix ans une campagne raciste a prétendu découvrir, avec les tournantes dans les caves de banlieue, l'existence de viols collectifs. Mais les viols collectifs existent depuis longtemps, sont répertoriés et étudiés (et ne constituent que 7 % des viols). En les appelant « tournantes » et en les situant uniquement dans les banlieues, les médias et les politiques ont essayé de faire croire que seuls les jeunes descendants d'immigrés violaient, alors que le viol, comme les autres violences contre les femmes, se pratique également dans tous les milieux.

Aux États-Unis aussi les violeurs de bonne famille sont protégés par leur milieu, par leurs relations. Mais en France on atteint des sommets dans le « deux poids deux mesures ». Les classes supérieures demandent ouvertement l'impunité pour les leurs, on l'a vu; et mieux encore, exonèrent tous les hommes « de race blanche » du soupçon de viol, en braquant le projecteur sur des jeunes d'origine africaine, et en incriminant leur culture, comme si la culture « de souche » n'était pas aussi une culture du viol. Ainsi, on minimise les agressions contre les femmes, et même on les nie – les Français ne connaissent pas le viol, personne ne violait personne avant que les immigrés n'arrivent – et dans le même temps, on criminalise toute une population pour justifier la discrimination dont elle est l'objet. Bien sûr, rien de ceci ne serait possible sans la complicité active des médias.

VOS PAUPIÈRES SONT LOURDES...

ANALYSE DU BAVARDAGE HYPNOTIQUE DU MENSUEL *PSYCHOLOGIES MAGAZINE*

« Mieux vivre sa vie », voilà ce que propose *Psychologies Magazine*, le journal qui oscille entre le culte de Freud et celui du sextoy eco-friendly. Comme dans la presse féminine « classique », *Psychologies Magazine* appâte le chaland avec des dossiers sur la sexualité, mais nous offre une rubrique « beauté » bien fournie...

Dans *Psychologies Magazine*, pas de « it gloss à shopper d'urgence » ou de « conseils pour un make-up trendy » façon *Cosmo*. L'incontournable article sur « les dernières tendances make-up » se mue plutôt en une invitation au rêve et à l'introspection: « Oser s'imaginer en couleurs. Le maquillage de l'automne raconte nos envies de couleurs[1] ».

Vous l'aurez compris, avec *Psychologies Magazine*, on ne se contente

pas de barbouiller les femmes de maquillage après les avoir affamées et culpabilisées. Non, on se donne également pour mission d'aider les femmes à se dépatouiller dans les méandres de leur légendaire psyché torturée (puisque directement reliée à l'utérus, comme tout le monde le sait). Subtile alliance entre la psychologie de bazar et l'ésothérisme de pacotille, le magazine s'appuie sur une douzaine d'« experts »: psychiatres, psychanalystes, psychologues, psychothérapeutes. Quelques philosophes, une coach diplômée

de Relations Humaines et Boris Cyrulnik, véritable couteau suisse du soin des âmes humaines et animales (médecine, éthologie, psychologie, neurologie, psychanalyse), ferment la marche.

Et tout ce bestiaire n'a qu'un seul but : vous aider à mieux vivre votre vie, depuis plus de quarante ans. Le titre existe en effet sous des formes différentes depuis 1970 avant d'être racheté en 1997 par le couple Jean-Louis et Perla Servan-Schreiber. Dès lors, la diffusion bondit de plus de 393 % entre 1998 et 2011, passant de 70 000 à 345 290 exemplaires selon le groupe Lagardère[2], auquel appartient ce « féminin du mieux vivre ». Lu à 70 % par des femmes, le magazine est destiné à un public « AB+ », c'est-à-dire à des « individus appartenant à des foyers dont le chef est cadre, profession libérale, profession intermédiaire, chef d'une entreprise de 10 salariés ou plus[3] ».

La recette du magazine semble donc fonctionner, et ce sur un créneau original situé à mi-chemin entre la presse féminine, la presse santé (*Santé Magazine*, *Top Santé*) et la presse à destination des parents (*Famili*, *Parents*). Cette posture inattendue, à la croisée des chemins, permet aisément de coincer les femmes, ce que le magazine s'emploie à faire avec une sournoiserie peu commune grâce au registre « psy ». Outre qu'il s'arroge ainsi une caution vaguement « scientifique », cela permet également au

Psychologies Magazine n'apprend rien de plus aux lectrices que *Biba*, *Famili* ou *Parents*, et n'est pas plus subversif que *Madame Figaro* ou *Top Santé*. Il veut seulement en avoir l'air et la chanson.

mensuel de publier des articles se renvoyant la balle, du corps à l'esprit et de l'esprit au corps, dans un tourbillon incessant. Fort de ce mouvement perpétuel aux vertus hypnotisantes, le magazine parcourt allègrement toutes les dimensions de la vie de Lafâme : famille, couple, enfants, travail, santé, etc. Bien évidemment, *Psychologies Magazine* n'apprend rien de plus aux lectrices que *Biba*, *Famili* ou *Parents*, et n'est pas plus subversif que *Madame Figaro* ou *Top Santé*. Il veut seulement en avoir l'air et la chanson.

L'AIR...

Pour ce qui est de l'air plus subversif, le magazine s'attelle à traiter de sujets qui débordent très légèrement des cases habituelles : il crée par exemple une toute petite rubrique « homosexualité » et une rubrique pour les familles recomposées. Tout cela est extrêmement courageux et visionnaire, on en conviendra. Mais les choix éditoriaux forts ne s'arrêtent pas là, puisque le magazine a également ajouté une rubrique « Planète » à son site, à mi-chemin entre la page société et la page écologie, et une rubrique « nutrition », qui permet de ne pas directement parler de « minceur » ou de « régime ».

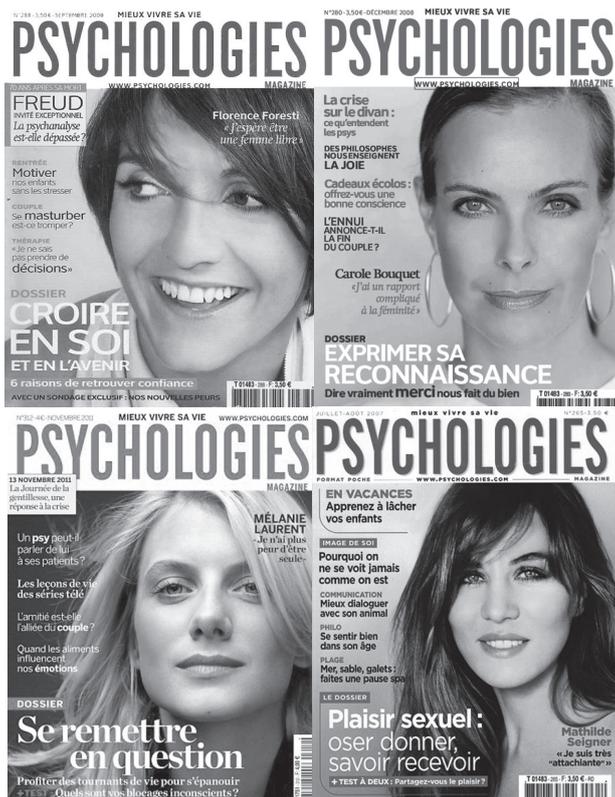
Le mensuel se veut par ailleurs assez dépourillé : ici, pas de rose flashy ni de mannequins ultra-maquillés. Les photos illustrant les articles montrent des femmes peu fardées et ne souffrant pas d'anorexie (sans pour autant dépasser la taille 38, bien évidemment). En couverture des magazines papier, *Psychologies Magazine* s'offre toujours des personnalités connues et reconnues : une majorité d'actrices (Carole Bouquet, Sandrine Bonnaire), mais également des humoristes (Jamel Deb-

bouze, Florence Foresti), des chanteurs (Zazie, Marc Lavoine), des écrivains (Amélie Nothomb) et quelques journalistes (Marie Drucker, Claire Chazal), clairement destinés à séduire la fameuse catégorie « AB+ », population cible du magazine. La photographie en « Une » se veut en général sobre, et jouxte chaque fois un slogan lénifiant, mis en exergue : « croire en soi », « décider d'être heureux », « Oser aimer », et autres fadaïses.

... ET LA CHANSON...

Concernant les discours, *Psychologies Magazine* se débrouille afin de ne pas paraître remâcher d'énormes poncifs, tout en le faisant gaiement. C'est le concept du « mais non, bien entendu (Mais si en fait!) ». En voici un exemple concret, tiré d'un article sur la sexualité, intitulé « Femme et homme, deux ou trois choses à savoir » : « On vous épargnera les banalités sur la femme plus sensuelle et plus tendre que l'homme. Mais on ne peut négliger tout à fait la dimension émotionnelle de la sexualité féminine[4] ». S'ensuit alors une description de la sexualité féminine au final « plus sensuelle et plus tendre que l'homme ». Heureusement qu'on voulait éviter cette banalité au départ. À propos de la sexualité masculine, l'article réitère les mêmes fausses nuances : « Sans tomber dans les généralités, sexologues et chercheurs s'accordent pour reconnaître que la sexualité de l'homme est visuelle, centrée sur son sexe et plutôt pulsionnelle. » Il s'agit donc de dire « Mais non, on ne va pas vous raconter que *Les hommes viennent de Mars et les femmes de Vénus*, bien entendu ! Mais il faut bien admettre que... si, en fait ! »

Le magazine applique cette méthode du « mais non, bien entendu (Mais si en fait!) » avec une telle constance qu'on en serait presque admiratif. Ainsi, selon le magazine, si la féminité est composée de « Mille facettes, mille visages que chacune s'approprie ou réinvente », s'il n'y a « plus de normes ni de modèles[5] » et que « chacune aspire désormais à trouver son propre chemin »... il faut cependant veiller à connaître les « vraies différences hommes-femmes », parce que « la différence des



sexes n'est pas un vain mot[6] ». En somme, « mais non, bien entendu, il n'y a plus de normes (mais si, en fait! Bien évidemment qu'il y a des normes, c'est même là dessus qu'on fait notre beurre! – abrutie »).

... D'UNE VIEILLE RITOURNELLE.

Une fois ces fausses nuances doucement tartinées sur le cerveau de Lafâme, comme un gentil massage relaxant, le magazine lâche les chiens de garde. La première meute est destinée à effrayer, mais ne va pas jusqu'à la morsure: « *L'égalité hommes-femmes menace-t-elle le désir?* », « *Sexe, la confusion des genres* », « *Êtes-vous trop ying ou trop yang?* ». Le propos est alors celui-ci: tout cela est éminemment complexe, et bien évidemment, l'égalité hommes-femmes est une chose importante... mais, quand même, cela pose quelques problèmes.

C'est ensuite qu'on lâche la meute de chiens enragés. Là, il s'agit bien d'aller jusqu'à la morsure: « *Hommes-femmes: égaux, oui. Semblables, surtout pas!*[7] ». Le féminisme se mue alors en « *idéologie* » dont il faut « *corriger les excès* » car il aurait causé une « *explosion des repères identitaires* ». Au sein de la famille, parler de « *rôles* » parentaux devient « *très dangereux* », puisqu'« *être père ou mère* », c'est occuper non pas des « *rôles* » (sociaux) mais « *deux places différentes, marquées par une dissymétrie fondamentale*[8] » (comprendre une dissymétrie originelle, c'est-à-dire naturelle, immuable).

Le journal se dandine donc entre deux postures qui, bien qu'en apparence contradictoires, sont profondément complémentaires pour l'économie générale du propos. Première posture: il existe une infinité de manières d'être, de vivre, toute une gamme de comportements différenciés qu'il convient de découvrir pour s'épanouir (il n'y aurait plus de normes); tous les possibles sont permis. Deuxième posture: il n'existe que deux manières d'être, de vivre (être un homme ou une femme – et cela n'a rien à voir avec une norme, mais avec la nature).

Vous pouvez être toutes les femmes que vous voulez être, sans pour autant vous montrer trop autonome, trop libre, trop accaparée par votre travail, trop exigeante avec votre compagnon...

En somme, le message à destination des femmes est principalement celui-ci: vous pouvez être toutes les femmes que vous voulez être, sans pour autant vous montrer trop autonome, trop libre, trop accaparée par votre travail, trop exigeante avec votre compagnon... vous êtes libre de faire ce que vous voulez, tant que vous restez enfermée dans le périmètre tracé pour vous. Si vous sortez de ces limites – naturelles, vous allez souffrir, faire souffrir et mettre en péril la Nation – en faisant exploser les repères de nos chères têtes blondes, qui sont l'avenir de notre pays.

C'est ce message qu'il convient de faire passer: d'une part en faisant appel à une infinité de fausses « nuances », d'experts

tracées, des solutions pour « mieux vivre ». Dès lors, c'est à un double enfermement que l'on assiste: au sein du foyer et en soi. Mais pour que cet enfermement reste vivable, il faut, comme l'écrit Simone de Beauvoir, « *s'appliquer à nier cette limitation* », en important au sein du foyer « *la collectivité humaine* », incarnée par le mari, et l'avenir, sous la forme d'un enfant. « *Contre-univers* » ou « *univers du contre* », le foyer est ainsi maintenu comme étant, pour les femmes, « *le centre du monde et même son unique vérité*[9] ». Circulez, femmes! Pour vous, dehors, il n'y a rien à voir! Apprenez à vivre par procuration, fouillez les tréfonds des âmes de vos proches comme d'autres femmes avant vous se sont mises au tricot. On appelle cela vous aider à « mieux vivre » votre vie. Mais si! Regardez-moi bien, écoutez-moi bien... vos paupières sont lourdes... vous vous sentez déjà mieux, n'est-ce pas?



[1] « *Oser s'imaginer en couleurs* », octobre 2009, www.psychologies.com.

[2] « *Comment JLSS a relancé Psychologies* », Stratégies.fr, 18 février 2000. Voir aussi le site Lagardère Publicité.

[3] Les catégories populaires ne sont pas en reste avec le mensuel *Féminin Psycho*, voir l'article « *La presse féminine et le destin biologique des femmes* », paru sur le site d'Acrimed.

[4] « *Femme et Homme, deux ou trois choses à savoir* », juillet

2011, www.psychologies.com.

[5] « *Enquête: toutes les femmes qui sont en nous* », novembre 1999, www.psychologies.com.

[6] « *Sexe: les vraies différences hommes-femmes* », juillet 2011, www.psychologies.com.

[7] Titre d'un article de novembre 2001.

[8] « *Comment différencier les rôles du père et de la mère* », juillet 2009, www.psychologies.com.

[9] Simone de Beauvoir, *Le deuxième sexe*, tome II, 1949, Éditions Gallimard, collection « Folio essais », p. 259.

APOLOGIE DU HARCÈLEMENT SEXUEL SUR RMC?

Ancien rugbyman, Vincent Moscato présente une émission consacrée au sport, tous les soirs de la semaine sur RMC. Le 3 octobre 2011, lui et ses chroniqueurs reviennent sur la coupe du monde de rugby, sur la défaite de l'équipe de France contre les Tonga et l'accusation de harcèlement dont font l'objet trois joueurs anglais. L'occasion d'un déferlement de sexisme.

Les joueurs anglais auraient dérobé le talkie-walkie d'une femme de ménage de l'hôtel où ils sont logés, avant que l'un d'entre eux, couvert d'une serviette de bain, exige un « baiser australien », la scène étant filmée avec son téléphone mobile par un autre joueur. « Quand j'ai demandé ce que c'était, il a répondu que c'était une fellation la tête en bas », a expliqué la jeune femme, après s'être enfuie en pleurs. Une opportunité pour parler du harcèlement sexuel ou des violences faites aux femmes dans le milieu du sport professionnel? Hélas, non.

« DES COUILLES, DES COUILLES ET ENCORE DES COUILLES »

Analysant la défaite de la France face aux Tonga dans une assemblée uniquement composée d'hommes, Vincent Moscato et son chroniqueur, Sébastien Chabal, en ont une subtile interprétation et font une recommandation pertinente pour le prochain match face à l'Angleterre :

— Vincent Moscato : « C'est pas la moustache qu'il faut se faire pousser [référence à la décision du sélectionneur français de se laisser pousser la moustache après le match contre les Tonga]. »

— Sébastien Chabal : « Toi tu parlais, il faut se faire pousser des couilles, voilà, je crois qu'aujourd'hui la règle des 3C faut la sortir : des couilles, des couilles et encore des couilles ».

D'autant que les Anglais savent eux-mêmes respecter cette « règle des 3C », comme Vincent Moscato nous l'apprend au terme d'une fine analyse historique : « Je crois que, sincèrement, ils ont envahi le monde, pas parce qu'ils étaient des couilles molles. Tu vois c'étaient les rois sur les mers, sur les airs, partout, parce que c'étaient des mecs qui avaient des couilles, c'est tout, simplement. Des couilles, des couilles et encore des couilles ».

« La coupe du monde de la troisième mi-temps on l'a déjà gagnée. »

Mais il y a plus que ces propos de comptoirs, et le sexisme s'amplifie avec l'évocation du scandale qui touche l'équipe d'Angleterre. La présentation de « l'affaire » augure du ton de la « discussion » : outre une déclaration d'intention fort révélatrice (« le sujet, justement, nous excite quelque peu, mon cher Richard »), ce sont des extraits du « Journal du hard » (émission pornographique de Canal+) qui sont diffusés, avant que le journaliste anglais invité à s'exprimer pour l'occasion affirme : « La coupe du monde de la troisième mi-temps on l'a déjà gagnée ». Le sujet introductif se clôt sur une « grivoiserie » qui



permet d'emblée de minimiser l'affaire : « Attention Messieurs les Français : les Anglais, au bord du dérapage, ne sont toutefois pas partis en sucette » [rires gras].

LA « SPÉCIALITÉ » DE DI MECO

Mais la suite va nous faire tomber bien plus bas. Il n'est à aucun moment question de s'interroger sur les comportements des joueurs anglais dans cette affaire, ni sur ce qu'ils peuvent éventuellement révéler. Bien au contraire : ce qui importe à nos chroniqueurs de bistrot c'est de savoir, comme le demande un journaliste de RMC à Vincent Moscato, si « c'est un contexte propice à la performance? ». Celui-ci commence, ironique : « Les Anglais vont être très choqués. Ils sont très choqués dans un groupe de rugby. Ouais, voilà, c'est une histoire terrible pour ce groupe, qui va être affecté ». Le groupe est « très choqué ». Et la femme de ménage?

Puis le voilà qui exprime sa profonde pensée, qu'il vaut la peine de citer *in extenso* : « Non mais, sincèrement, c'est quoi ça? Moi ce que je trouve, c'est que ça va tuer le métier des femmes de chambre. Ils vont mettre dans tous les hôtels du monde des gros barbus, des Maoris, des machins, elles se tuent le boulot elles-mêmes! À un moment donné, les patrons d'hôtel vont dire : "Bon, bah, fini, maintenant on va prendre des durs, des tatoués, pour faire le ménage, des gros, comme ça y aura plus une histoire". Parce que là ça va être la course à l'échalote ».

Vincent Moscato est donc inquiet pour la pérennité des emplois dans l'hôtellerie. Mais il l'est à un autre titre: cette affaire pourrait créer un précédent, et amener à mettre sur le devant de la scène des choses que « tout le monde a fait »: « *Des histoires comme on a vécues, qui sont peut-être vraies sur DSK, tout ça, c'est pas la question. Mais là va y avoir répétition: tous les mois va y en avoir une. Chaque fois que va y avoir une équipe de France.* [Il s'adresse à un autre chroniqueur: Éric Di Meco, ancien footballeur] *Au foot, ça, je pense que vous allez pas y couper. Parce que ça, Éric, quand même, on se le disait: tout le monde l'a fait. T'es là, t'es en petite tenue: la femme de chambre elle rentre, t'as le chichi sur le côté, ça c'est ta spécialité* ».

« LA VIE DE GROUPE C'EST D'ALLER SORTIR LE CHICHI À LA FEMME DE MÉNAGE »

Mais ce n'est sans doute pas le pire, puisque nos chroniqueurs se demandent ensuite si les comportements reprochés aux trois Anglais – tout simplement une forme de harcèlement sexuel – ne constitueraient pas... ce qui manque à l'équipe de France. Comme à son habitude, c'est Vincent Moscato qui annonce la couleur: « *ça soude un groupe* ». Le journaliste de RMC insiste: « *C'est pas un peu ce qui nous manque? Aller faire un peu tout et n'importe quoi en dehors du terrain?* » Et ça continue: « *C'est terne un groupe qui n'est que dans le travail. À un moment donné ça fait trois mois qu'ils sont ensemble, il faut un peu s'amuser* ». Le harcèlement sexuel n'est donc rien d'autre qu'un amusement nécessaire à la cohésion d'une équipe, comme l'affirme Éric Di Meco:

Les infos que tu me donnes m'inquiètent. Parce que j'suis sûr que vous allez pas me contredire: les équipes les plus dures avec lesquelles j'ai joué, que ce soit en équipe de France ou en club, c'est chaque fois où on avait en dehors du terrain des comportements comme ça. Parce qu'on a fait des horreurs, tous, c'est pour ça qu'on est un peu emmerdé quand on parle de ça, mais on a tous fait des horreurs. Moi j'ai des souvenirs de stage... [...] Et généralement, quand tu es dans la connerie comme ça [...] ça soude le groupe et t'as envie de mourir sur le terrain pour ton pote avec qui t'as fait des conneries pendant le week-end. Et ça, justement, j'ai pas l'impression que les Français soient capables de faire des trucs comme ça. Et ce que font les Anglais, parce que c'est vrai qu'ils sont nuls [...] mais par contre quand à la fin il a fallu aller chercher la victoire, bah ils ont été capables. Et peut-être que c'est ces petites conneries qu'ils font ensemble, des trucs qui font que tu vas te défoncer pour ton pote... [...] La vie de groupe c'est d'aller sortir le chichi à la femme de ménage. On est trois, on rigole.

Bel aveu, puisque ce qu'Éric Di Meco exprime, en s'appuyant sur son passé de sportif de haut niveau, c'est ce précepte proprement sexiste que l'humiliation des femmes (ces « petites conneries » comme il le dit) accroît la solidarité des hommes. À travers ce prisme, la conclusion n'est pas difficile à énoncer: si l'équipe de France s'est inclinée face aux Tonga, c'est que les joueurs français n'ont pas pris assez soin d'humilier les femmes de ménage de leur hôtel. Une nouvelle fois, ici par le biais des grands médias, ce sont les violences et les humiliations quotidiennes faites aux femmes qui sont naturalisées, banalisées et légitimées.

LE CSA « MET EN GARDE » LE MOSCATO SHOW... QUI REMET ÇA !

Saisi par l'Association Osez le Féminisme, le CSA a émis, le 3 novembre, la « mise en garde » suivante: « *Le Conseil a constaté qu'au cours de l'émission sportive Moscato Show, diffusée sur la station RMC le 3 octobre 2011 à 19h33, les animateurs ont eu un échange déplacé à propos de l'agression sexuelle d'une femme de ménage par certains joueurs de l'équipe nationale de rugby anglaise. Il a relevé que les termes de cet échange sous-entendent une certaine complaisance à l'égard des auteurs présumés du délit, voire incitent les joueurs français à s'en inspirer pour créer un climat de cohésion au sein de l'équipe de France. [...] Il a adressé une lettre de mise en garde ferme à la station contre le renouvellement de ce manquement.* »

« L'affaire » n'est probablement pas finie. Le 24 octobre, le footballeur Éric Di Meco avait en effet remis ça. À l'approche d'une rencontre entre l'Olympique de Marseille et le Paris Saint-Germain, il prévenait: « *L'engagement et le mental [...], s'il n'y a même pas ça dimanche soir, mais les mecs, déjà ils ne vont pas sortir du stade Vélodrome, parce que je te dis franchement, les supporters, moi j'étais hier soir avec des potes dans les tribunes, mais les mecs, ils rentrent ils frappent leur femme après un match comme ça!* ».

À l'heure où nous écrivons, Vincent Moscato sévit toujours sur RMC. D'après le site de la radio, « [I]l fait le tour d'horizon de l'actu sport avec le ton et la passion qu'on lui connaît et qui sont également la signature de RMC » (sic).



Les bons conseils (sexistes) de Ouest-France et Okapi

Des conseils à une jeune fille mal dans sa peau qui se transforment en étalage de clichés sexistes : c'est ce qu'on pouvait lire le 16 novembre dans la rubrique « Ados » de Ouest-France.

Le quotidien régional y reproduit le courrier de « Margot, 12 ans », une adolescente qui « ressemble à un garçon », suivi de la réponse d'Okapi (qui s'offre du même coup deux colonnes de pub déguisée).

Margot, donc, a un souci : « Au collège, on se moque de moi, car je ressemble à un garçon! J'ai essayé [...] de changer de look, mais rien n'y fait et je veux rester moi-même. » Notez cette phrase, elle est importante pour bien saisir la suite. L'extrait de la lettre se conclut par : « Même le garçon que j'aime ne veut pas sortir avec moi, de peur qu'on le prenne pour un homo! » Ambiance.

Devant une telle injustice, le sang d'Okapi ne pouvait faire qu'un tour : « Mépriser quelqu'un à cause de son physique, c'est minable, et encore, je suis polie. » Oui, aux armes! « Debout les grosses, les binocleuses, les boutonneuses, les "appareillentées"! Révoltez-vous comme Margot! » Il faut faire « évoluer les choses », clame Okapi, car « les insultes à caractère sexuel sont particulièrement infamantes ».

Je vous l'avoue sans honte : je me suis surpris à rêver d'Okapi lançant un mouvement genre « Occupy Wall Street », version cour de récré, distribuant des copies d'Indignez-vous! préfacées par Virginie Despentes. Et ça continue : « Margot, ne te laisse pas "traiter" ni intimider par ce garçon qui ne t'arrive pas à la cheville. Tout dans l'apparence et la peur du jugement, rien dans les sentiments [...] ». Prends ça! Fébrile, je saute une ligne pour découvrir les conseils révolutionnaires de ce magazine chrétien soudain transformé en bastion féministe. Et là, c'est la grosse déception.

« Avec quelques efforts, rassure Okapi, et un peu de patience, tu deviendras vite une belle jeune fille. » Pardon? Ai-je bien lu? Okapi ne vient-il pas de dire qu'il fallait mépriser « l'apparence et la peur du jugement »? Remarquez, au passage, le raccourci insidieux : une fille qui « ressemble à un garçon » ne peut pas être « une belle jeune fille ». (Par contre, un garçon qui ressemble à une fille sera généralement considéré comme beau.)

Mais rassurez-vous, chers lecteurs, avec des « efforts » et de la « patience », Margot pourra enfin faire honneur à son genre et devenir fréquentable par les petits machos qu'on lui conseillait d'éviter trois lignes plus haut. S'ensuit un paragraphe d'une vingtaine de lignes, consistant en une suite de « trucs pour se féminiser » plus réducteurs les uns que les autres. Florilège.

1. « Porte de la couleur. À bas les couleurs unisexe [...] comme le noir ou le gris! Ose des touches de rose vif ou de bleu pétard. » Il y aurait des couleurs « unisexe »? Première nouvelle. Ça veut dire que les autres couleurs sont réservées à un sexe? J'aimerais bien savoir lesquelles...

2. « Adopte les bijoux. Il y en a plein qui sont bon marché, jolis et rigolos. » Donc, on commence par habiller notre ado en « rose vif », puis on l'emmène dévaliser Claire's. Ce qu'Okapi appelle « une belle jeune fille », je l'appelle une faute de goût. Passons.

3. « Dans le moule [sic] : n'hésite pas à porter des vêtements plus ajustés qui mettront en valeur tes formes. » Pardon? Vous êtes sûrs qu'on parle toujours d'une fillette de 12 ans?

4. « Bouge en rythme. [...] Inscris-toi à un cours de danse pour apprendre à te mouvoir en souplesse. » Après les couleurs printanières, les bijoux clinquants et les vêtements moulants, il ne manquait plus que les cours de danse. Et pourquoi pas de maintien et de chant, tant qu'on y est?

Remarquez qu'à aucun moment, Okapi ne propose à Margot une activité intellectuelle (comme lire un livre d'Elena Gianini Belotti qui nous apprend comment l'école transforme les enfants en parfaits petits misogynes). En matière de « trucs pour se féminiser », Okapi préfère cantonner ses lectrices dans les canons de leur genre et de leur âge. Liberté de se démarquer, de s'affirmer, de réfléchir par soi-même? Connaît pas.

À présent, je ne suis pas sûr que Margot, qui déclarait dans sa lettre vouloir « rester elle-même », se sente beaucoup mieux dans ses baskets (si elle ne les a pas déjà troquées contre des talons aiguilles).

Pour finir, imaginons un instant que, demain, Kevin, 12 ans, écrive à Okapi pour se plaindre qu'avec son visage efféminé, les filles le rejettent « de peur qu'on les prenne pour des lesbiennes ». Son journal préféré lui conseillera-t-il de porter des vêtements informes et noirs, de jeter sa gourmette et de s'inscrire à un club de muscu?

Heureusement qu'il demeure, aujourd'hui en France, des journaux courageux qui, comme Okapi et Ouest-France, se battent pour, comme le claironnait la rédactrice au début de son article, « faire évoluer les choses ».

Article transmis par Julien Joly

AFFAIRE DSK, VIOL ET « FANTASMES », PAR IVAN LEVAÏ

Le 6 octobre, Ivan Levaï était invité sur France Inter pour parler de son livre sur « l'affaire DSK ». L'opportunité pour nous d'interroger la haute pensée d'un grand féministe devant l'éternel.

Ivan Levaï est un journaliste bien installé. Il a animé sa première émission sur France Inter en 1963. Il a, depuis, officié à l'ORTF, à *L'Express*, à Europe 1, à FR3, au *Provençal*, au *Soir*, à *La Tribune*, à LCP, à France Musique... avant de revenir, en 2005, à France Inter, station sur laquelle il présente une revue de presse les samedi et dimanche matin. À l'occasion de la parution de son livre sur « l'affaire DSK », il a été invité à s'exprimer au micro de Pascale Clark, sur France Inter, jeudi 6 octobre, lors de l'émission « Comme on nous parle ».

ACTE I: IVAN LEVAÏ, ENQUÊTEUR ET INTERPRÈTE LUMINEUX

Dans son ouvrage, au titre pour le moins explicite (*Chronique d'une exécution*), Ivan Levaï s'insurge notamment contre le traitement médiatique de l'arrestation de Dominique Strauss-Kahn. Et il a beaucoup de choses à dire. Pascale Clark semble l'avoir compris, et lui demande, à l'affût du scoop : « Ivan Levaï, que s'est-il passé dans la suite 2806 du Sofitel? Moi je ne le sais pas, est-ce que vous vous le savez? » Réponse :

Écoutez, je ne le sais pas [...] [Mais] j'ai fait comme pour le reste, j'ai réfléchi. Et d'abord j'ai lu de la première à la dernière ligne le rapport de Cyrus Vance. Et, vous savez, y a un mot dans le rapport qui revient tout le temps, et que j'aime bien. Cyrus Vance dit, et Dieu sait s'il a enquêté, il en a bavé, lui, sur cette affaire, le procureur américain, il dit à chaque fois « incident », « incident », « incident », « incident ». Autrement dit : ce qui s'est passé dans la suite du Sofitel, c'est un incident.

Nous n'aurons donc pas appris grand-chose, sinon qu'Ivan Levaï aime bien le mot « incident », sans doute parce qu'il permet de banaliser la portée de l'acte dont DSK est accusé, qu'il a lu le rapport du procureur et que ce dernier, « lui », en a bavé. Chacun est libre d'interpréter ce qui signifie ce « lui », à l'instar d'Ivan Levaï qui nous offre, à défaut de savoir quoi que ce soit, son « interprétation » des événements du 14 mai :

Et maintenant, pardonnez-moi, je vais vous dire comment je, je... C'est une interprétation. Bon. Un : j'ai vu que la scène, disons de relation sexuelle, a duré entre 8 et 9 minutes, interrompue par un coup de téléphone à Camille, la fille de Dominique Strauss-Kahn, avec laquelle il avait rendez-vous pour aller déjeuner. Donc retiré sur les 9 minutes, vous en retirez une. Et maintenant, je suis parti de mon expérience personnelle, et je me suis dit mais... Est-ce qu'il m'est arrivé à moi de sortir tout nu de ma salle de bains d'une chambre d'hôtel?

Si quelqu'un a compris le sens du calcul d'Ivan Levaï, qu'il n'hésite pas à nous écrire.

L'« interprétation » est confuse. La suite est (malheureusement) beaucoup plus claire :

Eh oui, ça m'est déjà arrivé, en entendant du bruit [...] Mon éducation, mon attitude naturelle, qui est probablement la vôtre aussi, je veux dire, qu'est-ce qu'on fait? On dit : « Oh, pardon », on referme la porte, on met un peignoir, et on ressort. Et puis maintenant, j'ai pensé à... quelqu'un entre dans la chambre d'hôtel, quelqu'un qui vient contrôler le minibar dans la suite, et cætera. Madame Nafissatou Diallo. Elle entre. Elle voit un homme tout nu. Logiquement, qu'est-ce qu'elle doit faire? Même chose, elle fait : « Oh, pardon », alors elle le dit en anglais : « I'm sorry », et elle referme la porte et elle sort.

Résumons : les gens bien élevés comme Ivan Levaï ou DSK ne se promènent pas nus devant des inconnues. Les femmes de chambre comme Nafissatou Diallo ne restent pas en présence d'un riche client nu. L'inspecteur Levaï est formel : l'ordre des choses n'a pas été respecté...

Et là, c'est incroyable : les deux sont restés, et il y a eu une relation sexuelle, non tarifée, que personne ne dément. Et je vais vous dire quelque chose : moi j'ai regretté que Claire Chazal n'ait pas posé une question au cours de l'intervention, au cours du dialogue qu'elle a eu avec Dominique Strauss-Kahn. [...] Je vais vous dire, il a manqué une question, que moi j'aurais posée : qui a fait des avances à qui? Et je m'arrêterai là.

Effectivement, il aurait mieux valu s'arrêter là. Et même un peu avant. Nous ne sous-entendons pas qu'Ivan Levaï sous-entend lourdement, car à l'évidence cela ne lui ressemblerait pas :

Je ne suis pas policier [...] je ne suis pas juge [...] je ne suis qu'un journaliste qui essaie de respecter la règle qu'avait établie Hubert Beuve-Méry, qui était que le journalisme c'est le contact et la distance. Donc, moi je suis à distance des Strauss-Kahn, et il se trouve, c'est un hasard heureux pour moi, j'ai le contact avec eux.

Un « hasard heureux » qui ne joue évidemment aucun rôle dans son « interprétation » de faits qu'il ne connaît pas, et

dans son positionnement à l'égard des deux principaux protagonistes. Il est vrai qu'Ivan Levaï n'est rien moins qu'un « *ami du couple Strauss-Kahn* ». Or il ne se contente pas d'interpréter. Il affirme. Et là, ça décoiffe.

ACTE II: IVAN LEVAÏ, SPÉCIALISTE DU VIOL

Alors qu'il est en train d'élucubrer sur « la » question que Claire Chazal aurait dû poser, Ivan Levaï fait soudain cette déclaration tonitruante: « *Moi je crois pas au viol, hein, je vous dis tout net, je ne crois pas au viol.* » À cause du décompte des minutes? À cause des règles de bienséance? Mais non! La réponse est beaucoup plus simple, à un point tel que l'on se demande pourquoi il aura fallu attendre 28 minutes d'émission pour qu'Ivan Levaï nous dise enfin le fond de sa pensée:

« *Parce que, pour un viol, il faut un couteau, un pistolet, et cætera, je ne crois pas au viol.* »

Premier cliché: les violeurs menacent leurs victimes d'une arme. Le docte chroniqueur de France Inter mesure-t-il l'énormité de son propos? Toutes les enquêtes et les témoignages l'indiquent: l'utilisation d'une arme ne concerne qu'une infime minorité des cas de viols et d'agressions sexuelles, notamment parce que la majorité des victimes de viol sont des enfants, et que 80 % des victimes sont violées par quelqu'un de leur entourage. Pascale Clark lui fait (gentiment) remarquer qu'il se trompe: « *Pas forcément... Enfin faut forcer. Violer, c'est aller contre l'autre volonté...* »

Réponse d'Ivan Levaï: « *Vous avez vu la taille des deux? Euh... Elle est euh... Bon. Enfin, bref.* »

« Sur les 75000 crimes qui font l'objet de déclarations de viol à la police et, éventuellement, qui débouchent en justice, 10 % sont des fantasmes et des faux. Voilà. »

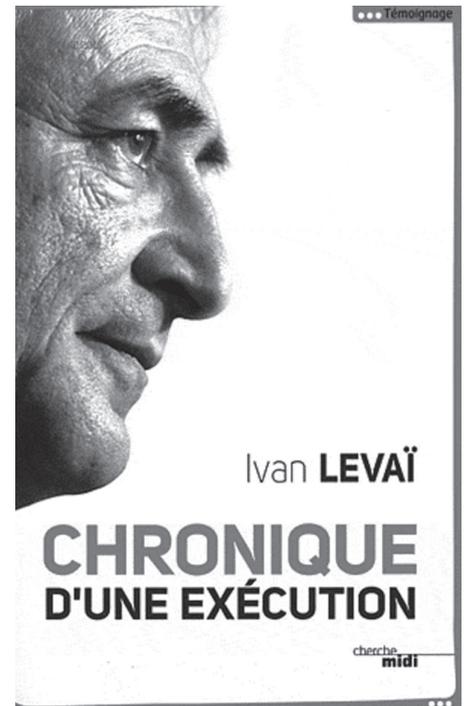
Deuxième cliché: les femmes violées sont nécessairement petites. Nous n'oserons pas dire « et minces », car de nouveau ce serait sous-entendre qu'Ivan Levaï a lourdement sous-entendu. Voilà qui témoigne, de nouveau, d'une fine connaissance de la réalité des violences faites aux femmes.

Une fine connaissance qu'Ivan Levaï illustre par la suite, d'une voix solennelle, chiffres à l'appui, en réponse à une question de Pascale Clark sur les réactions des mouvements féministes, qu'il affirme « *comprendre* »: « *Il y a en France, écoutez bien ça, une femme sur six, une femme sur six, qui, au cours de sa vie, a été violée ou agressée sexuellement. C'est beaucoup, hein. C'est beaucoup. Et je considère que le viol est un crime.* » Affirmer le contraire eut été pour le moins audacieux pour un journaliste en vue. Mais, attention, la suite arrive: « *Mais je sais aussi que sur les 75000 crimes qui font l'objet de déclarations de viol à la police et, éventuellement, qui débouchent en justice, 10 % sont des fantasmes et des faux. Voilà.* »

Une première remarque s'impose: Ivan Levaï mélange absolument tout. Tout d'abord, il confond viol et agression sexuelle: une femme sur six est effectivement victime, au cours de sa vie, d'un viol ou d'une tentative de viol. Mais si l'on y ajoute les agressions sexuelles, le chiffre augmente considérablement. De plus, le chiffre de 75000 viols par an en France, fondé sur une enquête de l'Observatoire national de la délinquance (qui ne prend d'ailleurs en compte que les femmes majeures), ne correspond en aucun cas aux viols déclarés (environ 10 %), et encore moins à ceux qui aboutissent à une condamnation (environ 2 %). La très grande majorité des 75000 viols qui ont lieu chaque année ne sont donc pas signalés et, surtout, ne donnent pas lieu à des sanctions judiciaires. Mais passons, car le plus grave est ailleurs.

En effet, Ivan Levaï invente un autre chiffre (dont on attend avec impatience la source) qui lui sert, ni plus ni moins, à jeter le soupçon sur l'ensemble des femmes déclarant avoir subi un viol ou une agression sexuelle. Ce faisant, il « boucle la boucle » et entend sans doute, par une ultime pirouette, innocenter DSK. Celui-ci est-il coupable? Là n'est pas la question. Ce qui est en cause ici, c'est qu'Ivan Levaï, sous couvert de compassion pour les femmes violées, reprend à son compte le plus persistant et sans doute le plus insupportable des clichés relatifs au viol: dans bien des cas, « elles » mentent.

Il va même encore un peu plus loin en employant le terme de « fantasme ». Une simple définition du dictionnaire Larousse suffira sans doute à montrer à quel point l'usage de ce mot pour parler de plaintes pour viol est, disons-le, ignoble: « *Fantasme, n. m. : Représentation imaginaire traduisant des désirs plus ou moins conscients.* »



Au début de l'émission de Pascale Clark, Ivan Levaï, sans doute la main sur le cœur et comme pour s'excuser préventivement des propos sexistes qu'il allait tenir, déclarait ceci:

J'ai rêvé, je me suis dit: ce serait bien si, avant de terminer mon existence, j'assiste à une chose, c'est-à-dire une femme présidente de la République. Alors j'ai pas eu de chance, parce que je trouvais qu'il y avait une femme modèle qui aurait été une formidable présidente de la République française, Simone Veil. Et donc j'ai passé une partie de ma vie à souhaiter et cætera... Mais les hommes étaient là: non, pas question, ils n'en voulaient pas et ils lui ont fait les pires avanies...

« Les pires avanies ».

On ne saurait mieux dire.

LE MAGAZINE *ELLE*, OU COMMENT CHANGER LES APPARENCES POUR QUE RIEN NE CHANGE

On ne peut évoquer la dite « presse féminine » sans passer le magazine *Elle* au crible d'une critique qui, bien que très incomplète sous la forme que l'on va lire ici, permet d'entrevoir les voies plus ou moins subtiles par lesquelles s'immisce aujourd'hui le sexisme dans les médias s'adressant aux femmes.

Fleuron du groupe Hachette Filipacchi Médias, lui-même propriété du groupe Lagardère et premier éditeur mondial de magazines, *Elle* propose chaque semaine – et chaque jour sur son site Internet – un concentré de poncifs sexistes, maquillés derrière une rhétorique dont la « modernité » se résume à l'usage permanent d'anglicismes et emmitouflés dans un amas de publicités haut de gamme. On ne prendra ici que quelques exemples qui nous ont semblé révélateurs de tendances de fond.

LA RÉUSSITE DES FEMMES SELON *ELLE*

Elle se montre attachée à la « réussite » des femmes: louable intention à l'évidence! Mais la lecture du magazine révèle d'emblée deux dimensions de cet attachement bruyamment revendiqué.

Cette réussite, en effet, se réduit pour l'essentiel à l'accès des femmes aux positions dirigeantes (dans le monde politique ou économique), au point que le sort de la majorité des femmes salariées – soumises aux contrats précaires, aux bas salaires, aux temps partiels imposés ou à la double journée – n'est que très rarement évoqué par les rédactrices de l'hebdomadaire. Nulle raison de s'en étonner: cherchant à obtenir les recettes publicitaires associées aux grandes enseignes de la mode (Chanel, Louis Vuitton, etc.), *Elle* multiplie les efforts pour attirer un lectorat, sinon bourgeois, du moins disposant de revenus conséquents (« CSP+ »). Que lui importent, par conséquent, les intérêts des caissières, serveuses, femmes de ménage, aides-soignantes ou autres secrétaires?

Deuxième aspect marquant: *Elle* s'intéresse moins aux mécanismes qui assurent la persistance des inégalités d'accès aux positions dirigeantes entre hommes et femmes, qu'à la manière spécifique dont les femmes occuperaient ces positions. Or, cette spécificité, *Elle* la cherche dans... la garde-robe de ces femmes distinguées, forcément! Ainsi, dans un article publié dans le magazine du 21 octobre 2011 et intitulé « *Mode in power* », *Elle* se propose d'instruire on ne sait qui, mais on le devine, sur la manière dont « les dirigeantes imposent leur look »: « Chancelière, ministre, First Lady... les femmes sont enfin sorties de la terne imitation des hommes et osent faire passer des messages ». Pour apprendre comment elles y sont parvenues et comment il est possible d'y parvenir, l'article propose une « analyse des nouveaux dress codes féminins », qui se fonde sur les « exemples » de Michelle

Obama, Nathalie Kosciusko-Morizet, Angela Merkel, Christine Lagarde, Martine Aubry et Kate Middleton.

LA POLITIQUE DU « LOOK » SELON *ELLE*

Ce n'est pas tout: sous le vocable unifiant de « dirigeantes » se trouvent placées sur le même plan deux femmes, Michelle Obama et Kate Middleton, uniquement connues en tant qu'épouses d'hommes célèbres (qui eux-mêmes le sont à des titres bien différents), et quatre autres qui ont exercé des fonctions politiques de premier plan (ministres, députées, etc.). C'est assez dire la confusion qu'*Elle* contribue à entretenir sur la « réussite » des femmes, puisque diriger – conjugué au féminin – peut encore et toujours consister à être la « femme de ». Considérerait-on le mari (ou le compagnon) d'Angela Merkel ou de Martine Aubry comme un « dirigeant »? Poser la question, c'est évidemment y répondre.

Mais le principal enseignement est le suivant: si les femmes – ces femmes – sortent aujourd'hui de l'ombre dans laquelle elles se tenaient elles-mêmes (et non où les hommes les tiennent, aujourd'hui comme hier), « *soucieuses de ne pas détonner dans l'univers masculin du costard-cravate* », et si elles parviennent aujourd'hui à « *faire passer des messages* », ce n'est pas en luttant pour l'égalité entre hommes et femmes dans le monde du travail, pour un partage égalitaire des tâches domestiques dans les couples ou contre les violences masculines, mais en « *inventant un nouveau dress code* ». Message de gauche ou de droite, en faveur des intérêts des salariés ou du patronat, pour l'égalité entre les sexes ou sans considération pour les inégalités entre hommes et femmes? Peu importe car, une

***Elle* s'intéresse moins aux mécanismes qui assurent la persistance des inégalités d'accès aux positions dirigeantes entre hommes et femmes, qu'à la manière spécifique dont les femmes occuperaient ces positions. Or, cette spécificité, *Elle* la cherche dans... la garde-robe de ces femmes distinguées, forcément!**

nouvelle fois, les femmes se trouvent jugées, non sur la base de leur contribution à l'émancipation des modèles de genre ni même de leur positionnement politique ou de leur compétence, mais sur leur apparence extérieure, ici vestimentaire.

Au nom de ces équations traditionnelles reléguant les femmes « dirigeantes » au rôle de figurantes, rien ne nous est donc épargné par *Elle*: la « *sexyness de NKM* » (Nathalie Kosciusko-Morizet), la « *touche créateurs de Michel Obama* », le « *high street*

de Kate Middleton », « le côté "Vis ma vie" de Martine Aubry », etc. À l'adresse du lecteur non encore convaincu, voici un florilège de ce que ce « dossier » nous réserve de meilleur : « Elle a des jambes de gazelle, alors, pourquoi s'en priver? », « Michelle Obama est la plus moderne et la plus sympa des First Ladies », « La méthode Lagarde est simple mais fiable. Une tenue basique de power woman à l'ancienne, mais, par-dessus, un foulard ou une grosse broche graphique », « C'est l'une des révolutions les plus importantes. Les attentes du public vis-à-vis de ses dirigeantes sont passées d'un dressing iconique à un dressing sympathique ».

LE PARTAGE DES TÂCHES DOMESTIQUES SELON ELLE

Une petite incursion sur le site du magazine révèle une autre dimension de la contribution de Elle au maintien des rôles sexués : sa « vision » de la division du travail domestique. Sous le titre « toutes accro à l'électroménager », un dossier du 7 décembre 2011 propose ainsi cinq portraits de femmes : « Un lave-vaisselle ou un robot, c'est souvent beaucoup plus qu'un appareil qui facilite la vie. C'est aussi un ami, un allié, un objet fétiche... Cinq dingues de leur gadget high-tech se racontent. » Toutes les enquêtes sociologiques ont beau démontrer la permanence, dans tous les milieux sociaux, d'inégalités très profondes entre hommes et femmes dans la répartition des tâches domestiques (alimentation, nettoyage, éducation, etc.), Elle choisit d'entériner cet état de fait... en le passant sous silence et en valorisant le rapport de certaines femmes aux appareils qui sont le support technique de cette inégalité. Nous aurions pu évoquer l'exemple de Valia, dont le compagnon s'est vu déchargé de la vaisselle grâce à l'achat d'un lave-vaisselle, mais celui de Fleur nous paraît encore plus édifiant.

Fleur a en effet découvert les joies du nettoyage en faisant l'acquisition d'un aspirateur high-tech. Pourquoi? « Parce qu'il trône dans le salon comme une œuvre d'art, qu'il est beau, ultrapratique et, comme c'est un 2-en-1, je peux utiliser le petit ou le gros selon les besoins. C'est devenu mon meilleur ami et le troisième membre de la coloc'. » Dans la chanson de Marilyn Monroe, les

diamants constituaient le meilleur ami d'une femme; dans la version proposée par Elle, ce rôle est dévolu... à l'aspirateur. Commentaire de l'experte diligentée par le magazine : « La vie de Fleur a changé le jour où elle a pris conscience qu'un aspirateur pouvait être non seulement utile mais facile à utiliser. Pour elle, aspirer la poussière est devenu un jeu. Elle se sent valorisée par la performance et le design de l'appareil. Si bien qu'elle l'a accueilli avec autant d'enthousiasme qu'un nouveau colocataire qui serait à la fois sexy et facile à vivre. »

« La vie de Fleur a changé le jour où elle a pris conscience qu'un aspirateur pouvait être non seulement utile mais facile à utiliser. Pour elle, aspirer la poussière est devenu un jeu. Elle se sent valorisée par la performance et le design de l'appareil ».

Une autre manière de s'accommoder des inégalités de genre dans la répartition des tâches domestiques consiste à recourir au lieu commun, qui tient lieu pour beaucoup d'idéal, de la « conciliation entre vie professionnelle et vie privée ». Ce thème occupe une place non négligeable dans le discours porté par Elle, le magazine proposant, par exemple, « dix conseils » aux mères actives « pour assurer » (27 octobre 2011). Le simple fait que ce type d'articles figure régulièrement dans la presse féminine et ne s'adresse qu'aux femmes est en soi significatif : les hommes ne sont en effet enjointés par personne à « concilier » quoi que ce soit. Les femmes se doivent quant à elles de « concilier », car c'est précisément à elles que continue à revenir en priorité de s'occuper des tâches matérielles au sein des couples.

Au-delà de leur caractère purement incantatoire, les « conseils » proposés par Elle – « je gère ma grossesse au bureau »,

« je communique avec mon boss », « je trouve un mode de garde fiable », « je gère les imprévus » – ne visent donc qu'à rationaliser cette inégalité, pièce maîtresse du patriarcat. Ce que confirme parfaitement le cinquième conseil, qui stipule : « j'implique le père de mon enfant dans les tâches ménagères ». Ici comme ailleurs, les mots importent; il est bien écrit « j'implique », et non « je partage ». Le conseil pour faire accepter cette « implication » aux pères réticents a de quoi laisser songeur : « Vous pouvez utiliser des phrases toutes prêtes ayant



POUR EN FINIR AVEC LE CSA

Nous ne sommes pas aveugles: nous savons bien que la question des médias, par temps de crise économique et sociale ravageuse, ne constitue pas une préoccupation prioritaire. Mais notre rôle, du moins tel que nous le comprenons, est d'éviter que la question de l'appropriation démocratique des médias ne figure plus du tout dans le débat public, notamment à l'occasion des prochaines échéances électorales. Les propositions qui suivent sont discutables et discutées au sein d'Acrimed qui, sans attendre, les met ici publiquement en débat.

POUR UN CONSEIL NATIONAL DES MÉDIAS... DE TOUS LES MÉDIAS

Parmi les conditions de leur appropriation démocratique (et donc de l'existence d'un service public de l'information et de la culture) figure la nécessité d'une refonte des institutions publiques en charge de la question des médias. Cette refonte, telle que nous l'avions proposée dès 2006 [1], est d'autant plus indispensable que la révolution numérique a bouleversé le paysage médiatique. Les échéances électorales de 2012 n'ont guère suscité de projets en ce sens: L'UMP n'a encore rien dit, sans doute parce qu'elle est satisfaite, et le Parti socialiste se borne à envisager quelques mesures cosmétiques [2]. Pourtant quelques mesures radicales s'imposent, à commencer par la suppression et le remplacement de l'actuel Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Inféodé au pouvoir politique et assujéti aux entreprises médiatiques, le CSA est une institution-fantôme et un organisme-croupion: un simple relais du pouvoir exécutif, cantonné à la régulation de l'audiovisuel dans une définition désormais archaïque. À l'heure d'Internet, de la révolution numérique, de la multiplication des supports et du multimédia, toutes les composantes de l'espace médiatique sont plus que jamais solidaires. C'est pourquoi un Conseil national des médias, entièrement redéfini dans ses missions et sa composition, doit être institué.

QUELLE COMPOSITION ?

Un tel Conseil des médias devrait être dégagé des formes de représentations politiques qui prévalent aujourd'hui et qui aboutissent au sein de l'actuel CSA à la prédominance absolue de l'exécutif et des majorités parlementaires qui décident de sa composition. Il devrait être composé d'élus, de professionnels des médias et de porte-voix des publics.

- Quel que soit le mode de scrutin retenu pour l'élection des Assemblées parlementaires et en particulier de l'Assemblée nationale, la représentation politique au sein du Conseil national des médias doit être une représentation strictement proportionnelle.
- Quelle que soit la part réservée aux chefs d'entreprises, privés ou publics, la majorité de la représentation professionnelle

doit revenir aux principaux acteurs des médias: les journalistes et les salariés des médias, ainsi que leurs organisations syndicales.

- Quelles que soient les modalités retenues de représentation des usagers, celle-ci doit être effective, même si le risque d'une faible représentativité n'est pas négligeable: leur rôle pourrait être, du moins dans un premier temps, consultatif.

En tout cas, de telles dispositions (notamment parce qu'elles distinguent la représentation politique et la représentation directe des usagers) pourraient n'être que provisoires: elles prendraient tout leur sens si tout ou partie des représentants au Conseil des médias étaient élus à la proportionnelle, sur la base de projets et selon un mode de scrutin spécifique.

De surcroît, une seule autorité publique indépendante devrait remplir ou coordonner les fonctions remplies aujourd'hui par diverses institutions cantonnées à tel domaine d'intervention et à tel type de médias. Par exemple, sous réserve des autres transformations souhaitables et sans préjuger de celles-ci:

- L'évaluation de la diffusion et des audiences ne doit pas être sous-traitée à des organismes privés et/ou dépendants. Médiamétrie et l'Office de justification de la diffusion (OJD) doivent être remplacés ou modifiés. Ils devraient être ou devenir des organismes publics.
- Le Bureau de vérification de la publicité (BVP) devrait remplir ses fonctions au sein du Conseil national ou sous son contrôle.
- L'Autorité de régulation des communications électroniques et postales (ARCEP) devrait agir de concert avec le Conseil des médias, voire constituer avec lui une seule et même instance.

QUELLES MISSIONS ?

Le Conseil des médias aurait pour principaux rôles, sous réserve de précisions sur la répartition entre les pouvoirs effectifs et les fonctions consultatives:

1. LA DÉFINITION DES MODALITÉS DE FINANCEMENT PUBLIC DES MÉDIAS: l'allocation des montants de la redevance audiovisuelle;

l'allocation des aides publiques à la presse; l'allocation des ressources destinées aux médias associatifs. Seul un organisme réellement indépendant permettrait d'en finir avec l'arbitraire politique et l'opacité qui règne sur ces allocations.

2. LE CONTRÔLE DE LA PUBLICITÉ: la définition des normes des messages publicitaires; l'établissement des règles relatives aux conditions de leur diffusion, et celles relatives à leur ampleur, de concert avec le BVP qui devra être refondé. La place et le contenu de la publicité dans les médias ne relèvent pas des seuls spécialistes: ils doivent, pour le moins, faire l'objet d'un débat public.

3. LA GESTION DES MOYENS PUBLICS DE PRODUCTION ET DE DIFFUSION: la répartition des canaux et des fréquences disponibles; le contrôle de la gestion des moyens publics d'impression; le contrôle de la transparence des organismes de diffusion de la presse; la prise en charge des relations avec La Poste et les Télécommunications (dont il faut souhaiter les renationalisations).

4. LE CONTRÔLE DES MESURES D'AUDIENCE ET DE DIFFUSION: la redéfinition des organismes d'évaluation de la diffusion et des audiences; la réévaluation de leurs critères et le développement des enquêtes qualitatives sur les usages des médias, dégagées des présupposés mercantiles de celles, trop rares, qui existent actuellement.

5. LE CONTRÔLE DU PLURALISME MÉDIATIQUE ET DE LA LÉGISLATION SUR LES CONCENTRATIONS, en particulier par l'instauration d'un droit de saisine des juridictions compétentes en cas de transgression des dispositions législatives.

6. LA PROTECTION DE LA LIBERTÉ SUR INTERNET ET DE SA NEUTRALITÉ et, en particulier, la mise en œuvre de dispositions qui protègent les droits d'auteur sans recourir à la répression aveugle et absurde qui est le lot de la loi Hadopi.

Dans le cadre de l'actuelle Constitution, c'est au parlement que revient le vote du budget alloué aux médias et des lois qui les concernent, tandis que le gouvernement – la Direction des Médias (DDM) et le Ministère des Finances en particulier – sont chargés de l'application des dispositions législatives. C'est beaucoup, c'est beaucoup trop, si leurs compétences ne sont pas strictement circonscrites et surtout si n'existe aucun contre-pouvoir. Dans ce but deux mesures

complémentaires doivent être envisagées. D'abord, le rôle désormais rempli par les régions et le poids grandissant, actuel et à venir, des médias locaux rendent indispensable le transfert des compétences nécessaires à des Conseils régionaux des médias, indépendants des Conseils régionaux proprement dits. Ensuite et surtout, sur le plan national, le « Conseil national des médias », tel que nous l'avons défini, pourrait être inscrit dans la Constitution: la notion confuse de « quatrième pouvoir » recevrait ainsi un sens précis.

Dans le prochain numéro de Médiacritique(s): « Pour un service public de l'information et de la culture ».

[1] Sur notre site, sous le titre « Pour une refonte des autorités publiques en charge de la question des médias ».

[2] À ce propos et plus généralement, voir Médiacritique(s) n° 1: « Le projet minimaliste du Parti socialiste ».



QU'ON SE LE DISE: CHEZ BOUYGUES, ON EMBAUCHE!

Ce n'est pas tout à fait une petite annonce, mais plutôt une publi-interview avec photo, parue dans le gratuit *Métro*, où un jeune salarié du groupe Bouygues fait la promo du patron. Gratuitement...

Dans la livraison du 10 octobre de l'édition française de *Métro*, propriété à 100 % de TF1 (propriété de Bouygues), on trouve en page 18 une interview du dénommé M. B., salarié depuis peu chez... Bouygues. Le titre de l'interview est d'un optimisme qui fait chaud au cœur en ces temps de crise: « *Embauché dans le BTP dès sa fin de stage* ». En effet, l'heureux M. B. « *n'a pas connu le chômage. Ni la recherche d'emploi, d'ailleurs: il a été embauché à l'issue de son stage de fin d'études chez Bouygues Constructions en tant qu'ingénieur de travaux* », nous dit-on en introduction.

L'interview proprement dite nous apprend la motivation centrale de ce jeune cadre: « *Je voulais faire un métier concret, qui me permette de voir les résultats de son travail* ». Mais il n'y a pas que le résultat qui compte: « *C'est une profession passionnante, où les relations humaines sont très importantes... On croit souvent qu'on est là pour tirer des câbles, mais ce n'est pas le cas!* » Et... on peut inviter les copains? Mais oui: « *Une fois embauché chez Bouygues, j'ai pu constater qu'il y avait une demande énorme quand on m'a dit: "Tu peux appeler tes amis de promo car on va embaucher"* ».

Bref, dans cette publi-interview d'une remarquable efficacité, un salarié de Bouygues fait l'éloge du patron Bouygues dans une publication du groupe Bouygues. Même Dassault n'avait pas osé avec son *Figaro*. Mais il n'est peut-être pas trop tard. Ou nous avons oublié...

DAVID ABIKER PENSE

Europe 1, « Des clics et des claques », mercredi 12 octobre: retour sur la « polémique » autour de l'apparition d'Audrey Pulvar au côté d'Arnaud Montebourg au soir du premier tour de la primaire socialiste. Du débat intitulé « *journalistes-politiques: liaisons dangereuses?* », on retiendra la conclusion de David Abiker, qui tenait à dire « *trois choses* ». Il aurait mieux fait de s'arrêter à la première.

Ça ne démarrait en effet pas si mal: « *la relation entre Montebourg et Pulvar est connue, et que si aujourd'hui on peut la discuter, c'est que les choses avaient été rendues publiques [...]* Je ne veux pas vous dire combien de bisous j'ai comptés le matin, le soir, le midi, entre des interviewers jugés totalement indépendants et leurs propres invités. Quand je dis des bisous, c'est que ça se claque la bise tous les matins, entre journalistes indépendants et politiques. Non mais, il faut le dire! » C'est dit. Et noté.

C'était le premier point. Le deuxième, « *c'est que pour l'instant on n'a qu'un seul cas d'école* »: le cas où « *les journalistes sont féminines et les politiques masculins* ». David Abiker parvient à dominer le brouhaha des commentaires pour poser le vrai problème: « *Qu'est-ce qu'elles ont toutes ces andouilles à tomber amoureuses d'hommes politiques à chaque fois qu'elles les voient?* »

« *Ils sont plein de testostérone, c'est connu* », commente une voix féminine dont le site Internet d'Europe 1 n'a pas pris la peine de préciser l'identité. « *Bonne question* », approuve quant à lui Guy Birenbaum. Et David Abiker de nous offrir sa bonne réponse: « *Je renvoie aux femmes qu'elles sont fascinées par le pouvoir! Et qu'elles se débrouillent avec ça!* » Des clics... et des claques.

Heureusement, la publicité a empêché David Abiker de nous confier la troisième « chose » qu'il avait sur le cœur.

UN COURS DE GÉOGRAPHIE OFFERT PAR CNN



Après avoir confondu Tripoli, au Liban, et Tripoli, en Libye...

CNN confond Cannes, en France, et... et quoi d'ailleurs?



JEAN-MICHEL APHATIE, MEILLEUR CUISINIER DE FRANCE

Directeur adjoint de la rédaction de RTL, interviewer politique de la matinale et du « Grand Jury » sur la même radio, officiant quotidiennement dans le « Grand Journal » de Canal + – et sacré « meilleur intervieweur de France » par le magazine *Elle* en 2008 –, Jean-Michel Apatie est la figure achevée de l'éditocrate contemporain.

Il en possède en tout cas toutes les qualités : poseur de questions, donneur de leçons, souple avec les puissants, inflexible avec les petits, ministre permanent de la Défense des journalistes attaqués (surtout si le journaliste s'appelle Jean-Michel), possédant son catéchisme libéral comme tout enfant de chœur médiatique, mais persuadé d'être un prophète maudit...

Face aux politiques, syndicalistes, Français, qui courent en tous sens, affolés par des chimères, Jean-Michel pose en effet volontiers, sur son blog, en gardien de la Raison et de la Vérité, seul contemplateur de la Réalité. Mais la vision de cette « réalité » – et cette pose avantageuse – sont largement partagées parmi ses confrères éditocrates. La véritable originalité de Jean-Michel, tout compte fait, réside plutôt dans la conservation farouche d'un accent non-parisien, qui n'est certes pas sans panache, mais ne saurait suffire à faire de lui un franc-tireur en embuscade.

CUISINIER POLITIQUE

Quand TF1, n'écoulant que son audace audimatéuse, a confié à des « vrais gens », triés sur le panel, le soin de poser des questions aux candidats à l'élection présidentielle de 2007, les journalistes politiques les plus en vue s'en sont émus. Eux seuls – puisque c'est leur métier – savent organiser et arbitrer les indispensables débats contradictoires. Maîtres de leurs dossiers comme de l'univers, eux seuls savent poser les questions d'importance, imposer un droit de suite quand les réponses ne sont pas suffisantes, pousser les candidats dans leurs retranchements.

Bref : eux seuls peuvent ennoblir la politique et le conflit démocratique en

mettant en discussion les projets en présence. C'est du moins ce qu'ils disent, et c'est ce que l'on aimerait croire.

Le journalisme politique irremplaçable? Peut-être... Sans doute... Mais quel journalisme politique? Pas celui de Jean-Michel Apatie, par exemple. Un exemple... malheureusement parfaitement représentatif de ses confrères.

Apatie est un vrai pro. De ceux qu'il serait vain de soupçonner d'une attitude étroitement partisane. Mais sur les questions qu'il pose aux candidats les plus divers, combien portent sur les propositions économiques, sociales et institutionnelles ou sur la politique internationale? Jean-Michel Apatie le dit lui-même (sur son blog, le 2 février 2007) : « *Mon truc, c'est la cuisine* » ! Les « petits » candidats sont ainsi privés de toute expression sur le fond, et si les « grands », de droite ou de gauche, parviennent parfois à sortir la tête de la cuisine, ils y sont en général reconduits sans tarder.

Trois exemples, tirés de la dernière campagne présidentielle. Sur les 21 questions posées à Olivier Besancenot (le 13 février 2007), aucune ne porte sur les propositions du candidat. Sont successivement évoqués les divisions du « *camp du Non de gauche* »,

Poseur de questions, donneur de leçons, souple avec les puissants, inflexible avec les petits...

les rapports avec le Parti socialiste, la question des signatures. Les signatures, voilà un « sujet » ! Commentaire d'Apatie sur son blog :

« *Olivier Besancenot, à qui les journalistes, ces benêts, reposent sans arrêt la question, a confessé sur son blog que ça le "gonflait"*

de répondre à chaque fois la même chose, mais oui, je les aurai, mais oui, mais oui... Du coup, je lui ai posé la question sans la poser et je n'ai pas eu la réponse. D'ailleurs, il l'a dit, au moins hier soir, sur TF1, avec les vrais gens, [...] personne ne l'a interrogé, il a pu parlé [sic] du fond, du fond, et encore du fond. Révolutionnaires ou pas, les hommes politiques ont le même fantasme : plus de journalistes, que des vrais gens. »

Peut-être... Mais les journalistes politiques qui fantasment sur les questions sans « fond » qu'on pose sans poser pour ne pas avoir de réponse sont-ils en position de s'en moquer?

Le 2 février 2007, Apatie avait reçu José Bové. Sur les 14 questions posées (ou simples interventions), aucune ne porte sur les propositions du candidat. Sont successivement évoqués les circonstances de sa candidature, la question des signatures, les faibles résultats des sondages. Une semaine plus tard, c'était au tour de Lionel Jospin. À la différence des « petits » candidats, il parvient à parler longuement du fond, notamment des « 35 heures ». Mais il a fallu que Jospin se saisisse des questions posées – et qu'on le laisse faire – pour aller « contre le cours du jeu ». Commentaire révélateur d'Apatie, déçu, sur son blog : « *Il a bien accepté de parler encore du contrat de travail, des 35 heures, de sa participation récente à un colloque sur l'environnement. Mais sur la politique, rien.* » Ainsi, le contrat de travail ou l'environnement ne relèveraient pas de la politique. En revanche, en relèvent indiscutablement, passionnément, les questions sur la campagne de Ségolène Royal, la place que Jospin entend y prendre, les « éléphants » du PS...

Qu'est-ce que qui, dans la politique, intéresse le journaliste politique Jean-Michel Apathie? Il l'avoue dans un billet posté sur son blog, le 9 mars 2010, au beau milieu d'élections régionales qui l'ennuient à mourir :

« Pour qu'une campagne devienne intéressante, il faut juste attendre d'avoir les résultats du premier tour. Qui est devant qui? Qui s'allie avec qui? Quel est le rapport de forces région par région? La droite [comprendre: l'UMP] est-elle en difficulté? la gauche [comprendre: le PS] est-elle en recul? Quelles conséquences sur le plan national? Et du coup, l'entre-deux-tours sera sous tension, passionnant. »

Pour qu'une campagne ait un quelconque intérêt aux yeux des commentateurs de la trempe de Jean-Michel, il faut qu'elle soit terminée. « Qui est devant qui? », telle est la question, en effet, pour ces bookmakers qui conçoivent la politique comme une course de chevaux, et qui, après avoir parié par sondages interposés, ne veulent savoir qu'une chose: qui a gagné, et qui a perdu. Et qu'importent les politiques qui seront menées!

MÉTÉOROLOGUE MÉDIATIQUE



Mais si Apathie est un modèle de journalisme politicien, il est également l'un des plus brillants défenseurs de la profession outragée. On le sait, dans le lexique de l'éditocratie moderne, le corporatisme doit

s'entendre ainsi: « Mal qui menace n'importe quelle catégorie de salariés qui défend ses droits, à l'exclusion des tenanciers des médias[1] ». Apathie s'emploie à illustrer régulièrement cette définition.

Le 15 janvier 2010, Vincent Peillon, ayant commis un crime de lèse-Chabot [2], vient se faire chapitrer par les grands maîtres du « Grand Journal ». Mais quand Joseph Macé-Scaron énonce qu'« évidemment, nous sommes tous journalistes, donc évidemment tous solidaires d'Arlette Chabot », Apathie le rappelle à l'ordre: « Joseph trouvez un argument de meilleure qualité que le corporatisme, s'il vous plaît, s'il vous plaît! » Car l'accusation de

« corporatisme » est un argument de bonne qualité, sauf quand elle vise des éditorialistes de qualité supérieure. Et face à Macé-Scaron qui insiste, Apathie est contraint d'argumenter: « la preuve on n'est pas solidaires avec vous, vous êtes journaliste aussi. » Un seul être vous manque et... la corporation n'existe plus!

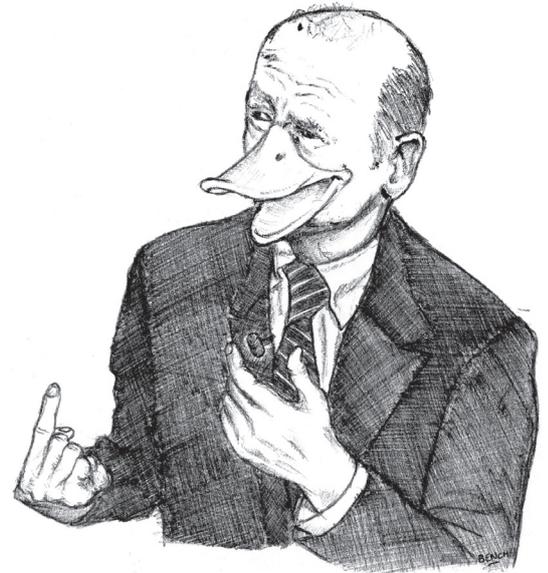
Le 15 décembre 2009, après l'hospitalisation surmédiatisée de Johnny Hallyday, la question se pose: « les médias en ont-ils trop fait? » Non, puisqu'ils ne pouvaient pas faire autrement, répond en substance le joyeux Jean-Michel, qui commence par prendre à partie les « pisse-vinaigre »:

« Alors vous avez le syndicat SNJ-CGT qui a fait un communiqué ce matin, on a traité Johnny, Johnny: "Tant pis pour le sommet climatique de Copenhague et pour le sort des SDF". Ça, c'est une vieille position marxiste: on parle de quelque chose d'anodin pour cacher les vrais problèmes aux gens. » Fabriquer, à coups de déformations et de raccourcis, une critique des médias ridicule pour se glorifier ensuite de la pourfendre est un des sports favoris de l'oligarchie médiatique. Et de fait: « Reprocher [...] aux médias, de faire leur travail, c'est souhaiter qu'ils ne le fassent pas. Souhaiter que les médias ne fassent pas leur travail, c'est les déclarer encombrant, gênant, à la vie collective. Donc, c'est souhaiter, au moins un peu, au moins un temps, au moins sur certains sujets, leur disparition. » À ce stade, on termine généralement par l'équation « critique des médias = haine de la démocratie ».

À quoi bon les critiquer? Les médias, quoi qu'ils fassent, « font leur travail ». C'est l'argument fondamental. Et ce qu'ils font se résume à... ne rien faire, comme Apathie l'explique le 27 mai 2009, sur le plateau du Grand Journal :

« C'est les politiques qui se mettent en scène, et nous, on raconte ce que font les politiques. Et si les politiques font n'importe quoi, s'ils sont à côté de la campagne, c'est leur problème, c'est eux qui sont médiocres, et on ne peut pas dire

« Les médias c'est mécanique et donc c'est bête. Critiquer la mécanique, c'est comme regretter que la pluie mouille. »



que ce sont les médias qui font ça. Vous comprenez: les médias ne font rien. Ils photographient [...] Le jour où ils parleront du fond, on parlera du fond. »

Toujours à propos de la médiatisation de l'hospitalisation de « Johnny », Apathie fait la leçon: « les médias c'est mécanique et donc c'est bête [...] critiquer la mécanique, c'est comme regretter que la pluie mouille, c'est bête, voilà ! » Ou comment expliquer intelligemment qu'il n'y a rien à critiquer.

Conclusion logique, mais « qu'il faut toujours répéter: dans une société de libre débat, le journalisme et ceux qui en font n'ont aucun pouvoir. Ils n'orientent, ni ne déterminent l'opinion publique » (sur son blog, le 22 juin 2009). Que les médias, en sélectionnant et en hiérarchisant l'information, en privilégiant telle approche par rapport à telle autre, construisent une certaine représentation, plus ou moins biaisée, arbitraire et... politique, de la réalité, c'est pourtant désormais une banalité à la portée du premier éditocrate venu.

L'on pourrait s'étonner de cette défense du journalisme qui le présente comme irresponsable, contraint de n'aborder que les sujets que leur imposent les stratégies de communication des responsables politiques, et réduit à leur servir de passe-plat ou à commenter leurs mises en scène. Ce serait oublier qu'elle vise d'abord à dédouaner les journalistes – et les plus grands d'entre eux –, qu'elle est



sans doute nécessaire à un exercice serein du magistère médiatique, et... que Jean-Michel n'est pas un grand logicien.

Mais c'est l'apanage des grands dignitaires médiatiques que de posséder une logique assouplie, à même de se plier aux besoins divers de leurs causes successives. Dernière illustration de ces théories à géométrie variable, toujours au Grand Journal, le 14 octobre 2009 :

« *Le journalisme ça n'existe pas. Les journalistes existent. Il y en a qui veulent taire des informations, d'autres ailleurs les sortiront. Et donc le système fait que, au fond, on ne nous cache rien [...]* un exemple de censure: *Madame Sarkozy n'a pas voté pour son mari. Le journal qui l'a, essaye de cacher l'info. Tout le monde en parle!* »

Comprenez bien : les journalistes ne nous cachent rien, puisqu'il s'en trouvera toujours pour révéler ce que d'autres avaient voulu cacher. Un exemple de censure qui démontre que la censure

n'existe pas au sein d'un « système »... dont l'existence elle-même est sujette à caution, puisque selon une autre formule impérissable de Jean-Michel, « *la critique des médias d'une manière générale, c'est toujours stupide, voire dangereux. C'est irrespectueux de l'esprit démocratique.* » Qu'en conclure? Qu'il ne faut pas parler des médias « en général », sauf quand Jean-Michel en a décidé autrement. Ou que la critique des médias a toujours tort, sauf quand c'est Apathie qui la pratique.

[1] Voir, sur notre site, pour d'autres exemples de cette langue automatique du journalisme officiel, le « *Lexique pour temps de grève et de manifestation* ».

[2] Vincent Peillon, après avoir accepté de participer, le jeudi 14 janvier 2010, à l'émission « À vous de juger » consacrée à Éric Besson, ne se rend pas sur le plateau et publie peu avant 21h00 un communiqué qui explique ses raisons. Les dirigeants de France Télévisions s'insurgent, et toute la presse avec eux. Pour plus de détails, voir sur notre site « *La Faute de M. Peillon, fable* ».

APHATIE, LA DETTE ET LA « PENSÉE UNIQUE »

Début septembre 2011, Jean-Michel Apathie traite soudain *Le Monde* de « torchon ». La raison de ce coup de sang? *Le Monde* s'était mis en tête de s'intéresser aux « cumulards des médias » en se demandant si leur présence « fausse le débat »: un article avec appel de « Une », et photos des coupables... dont Jean-Michel. D'où cette grosse colère, si difficile à digérer que ce dernier a dû se soulager à deux reprises sur son blog, nous permettant ainsi d'explorer plus avant les replis de la psyché éditocratique.

Dans son second billet, il va à l'essentiel: « *Une question demeure, peu et mal posée dans l'article du Monde: le débat public est-il confisqué par quelques journalistes en France? Évidemment non, et pour des raisons simples.* » La première illustre toute une vision du monde: « *D'abord, les journalistes ne sont pas des militants. [...] Les journalistes cités dans l'odieux papier [...] s'expriment [...] avec les armes de leur métier: mise en perspective, distance, sens critique.* » Le journaliste est distant et critique, sinon par nature, du moins par qualification professionnelle. Le militant, lui... n'est pas journaliste.

Apathie passe alors au « reproche fondamental », qui « tient à cette formule magique, la "pensée unique", que les cumulards propageraient de média et média ». Or cette pensée unique n'existe pas. Et pour le montrer, Apathie use d'un savoureux exemple: « *Qui peut définir la pensée unique? Pas fastoche, parce qu'au fond du fond, la "pensée unique", c'est comme l'enfer, ce sont les autres. Pendant des années, j'ai tempêté et vitupéré contre la dette. Beaucoup même s'en sont moqués, m'ont jugé au mieux obsessionnel, au pire stupide, au motif notamment que n'est-ce pas, un État ce n'est pas un ménage, m'a toujours fait rire celle-là, enfin... Pendant ce temps où je luttais, en vain, contre les moulins à vent, j'avais moi aussi l'impression de me heurter à la "pensée unique", celle des autres, qui ne partagent pas votre opinion. Comme quoi, on peut "être partout" sans avoir pour autant l'influence que l'on vous prête sur quatre colonnes à la Une.* »

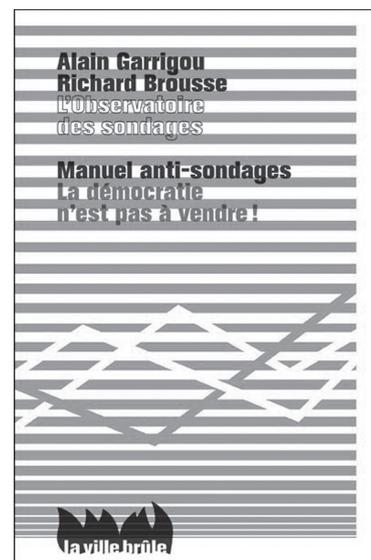
« Beaucoup » s'en sont moqués? Sans doute pas parmi ses plus éminents confrères, qui ont massivement comparé la France à un ménage, posant le problème de la dette dans les mêmes termes, et préconisant les mêmes solutions. Jean-Michel Apathie aurait sans doute beaucoup de mal à trouver un exemple de collègue multicarte reprenant à son compte ou même évoquant la proposition d'un audit sur la dette – quitte à en identifier l'origine ailleurs que dans les dépenses sociales exorbitantes d'un « État obèse ». Quant à la question de la part légitime du remboursement de la dette et ses formes... c'est un « moulin à vent » qui attend toujours son Don Quichotte médiatique.

À défaut d'une « pensée unique », il existe bien un cadre de pensée dominant, délimité par un petit nombre de journalistes qui en déclinent les variantes, s'écharpant pour le spectacle sur quelques aspects mineurs d'un problème, sans jamais le poser dans des termes différents.

MANUEL ANTI-SONDAGES

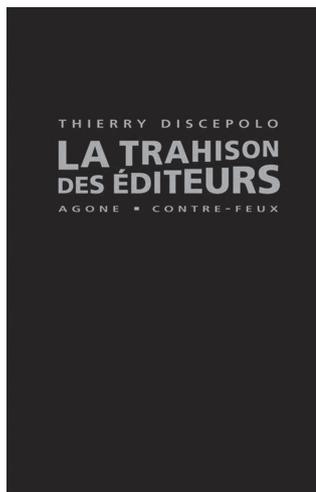
LA DÉMOCRATIE N'EST PAS À VENDRE

Quelle est la validité scientifique des sondages ? Quelle est leur portée démocratique ? À ces deux questions, sondologues et sondomaniaques répondent par des éloges dithyrambiques, assorties de légères critiques – des critiques très légères – quand ils ne peuvent pas faire autrement. Le *Manuel anti-sondages* fournit des armes théoriques pour une critique effective : « [...] Il ne s'agit pas de dire l'inverse, que les sondages n'ont rien à voir avec la science ou la démocratie », mais de mettre à l'épreuve : l'histoire enchantée de leurs origines et de leur évolution (chapitre I : « Une autre histoire des sondages »); leur ambition d'enregistrer l'opinion, alors qu'ils la fabriquent (chapitre II : « La construction de l'opinion »); leur prétention à la qualité alors que celle-ci est de plus en plus compromise (chapitre III : « La dégradation de la qualité »); le rôle qu'ils tiennent dans la vie démocratique (chapitre IV : « Usages stratégiques et effets politiques »); les effets pervers de leur commercialisation (chapitre V : « La marchandisation de l'opinion »). Sur tous les points de ce sommaire, l'ouvrage propose (exemples à l'appui) des arguments précis et rigoureux à tous les lecteurs qui voudront s'en emparer pour que leur méfiance devienne une critique solidement fondée. Mieux qu'un complément aux rubriques de notre site et à *Médiacritique(s)* n° 1...



Alain Garrigou et Richard Brousse, Observatoire des sondages, Éditions La ville brûle, 2011, 14 euros

LA TRAHISON DES ÉDITEURS



On l'oublie trop souvent : l'édition et les livres sont des médias qui, comme les autres, doivent être soumis à la critique. Le livre de Thierry Discepolo s'y emploie. Il entrelace un diagnostic détaillé et une contestation intransigeante des effets de la recherche du profit et de la concurrence commerciale sur la situation de l'édition. Il analyse notamment, mais pas seulement, les effets des concentrations, le rôle de la grande distribution (et la situation des librairies indépendantes), les conséquences de la surproduction et de la diversification des titres, quand elles dépendent des visées des principaux groupes d'édition. Il apparaît alors – c'est la trame de l'ouvrage – à quel point sont illusoire les oppositions entre les « grands groupes de communication » (Hachette) et les éditeurs prétendument indépendants qui concurrencent les premiers avec les mêmes armes (Gallimard, Actes Sud) ou qui en dépendent (La Découverte). L'auteur, enfin, invite les contestataires (universitaires ou politiques, individuels ou collectifs) à tirer les conséquences de cette critique de l'édition dominante et de l'ordre social qu'elle soutient : confier la publication de leurs livres à cette édition est-il un compromis souhaitable (voire inévitable) ou une contribution (aveugle ou cynique) à la perpétuation du système qu'ils contestent ? Le débat est ouvert...

Thierry Discepolo, Éditions Agone, 2011, 15 euros

Bulletin d'abonnement

Je m'abonne pour un an (soit 4 numéros) à *Médiacritique(s)* à partir du numéro

Tarif normal : 15 €

Tarif de soutien : 20 € (ou plus...)

Union Européenne et Suisse : 25 €

Reste du monde : 32 €

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Téléphone : Mail :

Signature :

À renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'« Action-Critique-Médias », à l'adresse suivante :

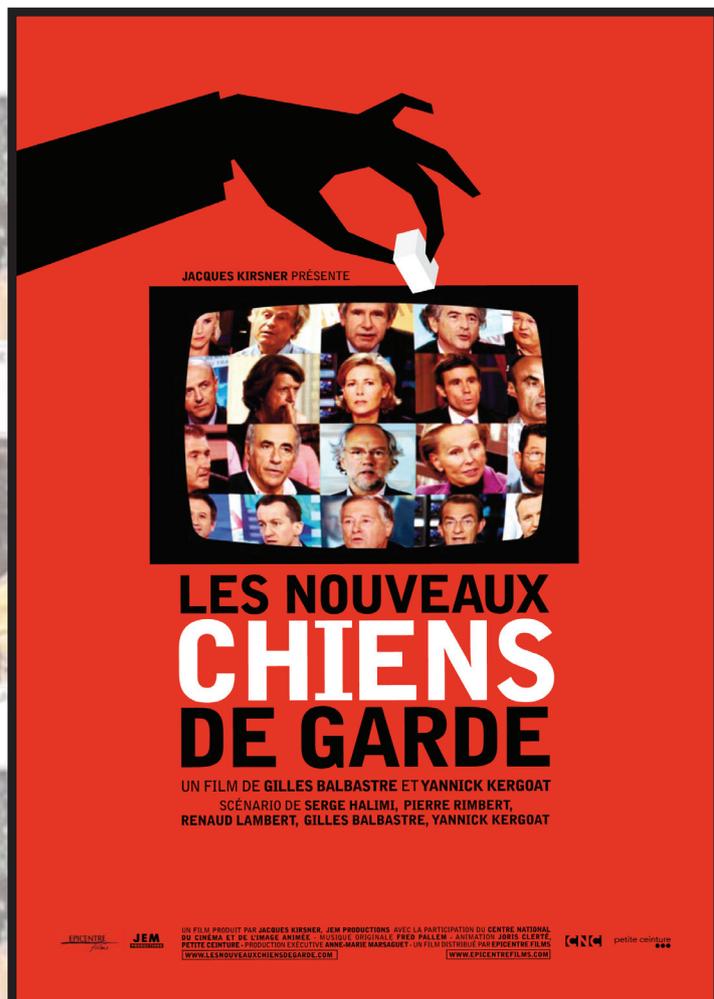
Action-Critique-Médias - 39 rue du Faubourg-Saint-Martin - 75 010 Paris.

Vous pouvez également payer votre abonnement en ligne sur www.acrimed.org.

Vous souhaitez devenir diffuseur de *Médiacritique(s)* ? Contactez-nous !

Tél. : 09 52 86 52 91 – Email : mediacritiques@acrimed.org

EN SALLES LE 11 JANVIER



« ON NE PEUT PAS COMPRENDRE LE SYSTÈME MÉDIATIQUE SANS IDENTIFIER NOMMÉMENT LES INDIVIDUS QUI L'INCARNENT. ET, DANS LA MESURE OÙ IL Y A UNE CERTAINE CATÉGORIE D'INDIVIDUS DONT LA POSITION DE POUVOIR SE CONFOND AVEC LEUR PERSONNE, ON LES ATTAQUE POUR CE QU'ILS SONT, ET EN LEUR NOM PROPRE. DANS LE FILM, ON NE TAPE PAS SUR LES JOURNALISTES DE BASE, LES SOUTIERS DE L'INFORMATION, MÊME S'ILS PORTENT LEUR PART DE RESPONSABILITÉ. ON S'INTÉRESSE À CEUX QUI OCCUPENT DES POSITIONS DE POUVOIR ET QUI NE SE GÊNENT PAS, EUX, POUR ATTAQUER LES CATÉGORIES SOCIALES EXCLUES DE L'ESPACE MÉDIATIQUE. »

YANNICK KERGOAT, CO-RÉALISATEUR

Les médias se proclament « contre-pouvoir ». Pourtant, la grande majorité des journaux, des radios et des chaînes de télévision appartiennent à des groupes industriels ou financiers intimement liés au pouvoir. Au sein d'un périmètre idéologique minuscule se multiplient les informations prémâchées, les intervenants permanents, les notoriétés indues, les affrontements factices et les renvois d'ascenseur.

En 1932, Paul Nizan publiait *Les Chiens de garde* pour dénoncer les philosophes et les écrivains de son époque qui, sous couvert de neutralité intellectuelle, s'imposaient en gardiens de l'ordre établi.

Aujourd'hui, les chiens de garde, ce sont ces journalistes, éditorialistes et experts médiatiques devenus évangélistes du marché et gardiens de l'ordre social. Sur le mode sardonique, *Les Nouveaux chiens de garde* dressent l'état des lieux d'une presse volontiers oublieuse des valeurs de pluralisme, d'indépendance et d'objectivité qu'elle prétend incarner. Avec force et précision, le film pointe la menace croissante d'une information pervertie en marchandise.

« LES GIESBERT, DURAND, OCKRENT, ATTALI OU JOFFRIN SONT TOUJOURS LÀ. SURTOUT, L'ESPACE QU'ILS OCCUPENT S'EST ÉLARGI AVEC L'APPARITION DES NOUVELLES CHAÎNES DE LA TNT. LES CRISES - CELLE DE 2008 ET CELLE QUI ENFLE AUJOURD'HUI - N'ONT PAS ABRÉGÉ LEUR MANDAT À VIE. LES ÉDITORIALISTES ET LES EXPERTS QUI PRÔNAIENT LA DÉRÉGULATION ET MARTELAIENT LA NÉCESSITÉ DE LA « RÉFORME » ONT CONTRIBUÉ À ENTRAÎNER LE SYSTÈME DANS LE MUR. OR, NON SEULEMENT ILS N'ONT PAS ÉTÉ ÉLIMINÉS POUR FAUTE GRAVE, MAIS ILS SONT ENCORE PLUS PRÉSENTS. ILS ONT EU D'AVANTAGE ENCORE DE TEMPS D'ANTENNE POUR COMMENTER LES CRISES D'UN SYSTÈME DONT ILS ONT TANT FAIT LA PROMOTION. »

GILLES BALBASTRE, CO-RÉALISATEUR

INDIGNÉS... PAR LES MÉDIAS

EN ESPAGNE ET AUX ÉTATS-UNIS



De gauche à droite et de haut en bas: « Désolé... Nous vous avons menti! », « S'il vous plaît, achetez notre nouveau téléviseur sponsorisé! », « La révolution ne sera pas télévisée. Informez-vous! », « Si vous ne savez pas ce qui se passe ou ce dont nous parlons, éteignez les informations (et branchez-vous sur le mouvement) », « La révolution espagnole ne sera pas télévisée », « Si vous n'y prenez garde, les journaux vous feront haïr les opprimés et adorer ceux qui les oppriment », « L'histoire, c'est nous. Les médias, c'est nous », « Occupons les médias », « Les politiques nous pissent dessus. Les médias disent qu'il pleut », « Ne faites pas confiance à l'industrie des médias », « Les médias ne disent rien de ce qui se passe ici, alors je suis venu voir par moi-même », « Les fin\$ justifient les médias », « Attention, cet article n'est en fait qu'un communiqué de presse, copié/collé », « Fox News: des riches qui paient des riches pour dire aux classes moyennes de s'en prendre aux pauvres », « Bienvenue dans le black-out médiatique (Il ne se passe rien) », « Vous écrivez ce que l'on vous demande! Merci, l'industrie de l'information. Sans vous, nous ne parviendrions pas contrôler le peuple », « Industrie de l'information = incurie et corruption ».